



## **Volume II**

# **Scenario et Résultats du modèle d'équilibre général pour l'étude des accords de Partenariat Économique (APE) entre l'Union Européenne et les Pays de l'Afrique de l'Ouest**

*Avril 2008*

**Rapport réalisé par**

**Bernard Decaluwe**

**David Laborde**

**Veronique Robichaud**

**Helene Maisonnave**

***En collaboration avec***

**Ismael Fofana**

**Csilla Lakatos**

**I**NTERNATIONAL  
**T**RAD E  
**A**ND  
**Q**UANTITATIVE  
**A**NALYSIS

Siège social, 115 rue de l'Abbé Groult  
75 015 PARIS, FRANCE  
Email: itaqa@itaqa.eu  
Tel: 33 (0)6 80 23 12 08  
492 469 325 RCS PARIS  
SARL au capital social de 7500€



# Table des matières

---

I. Approche méthodologique retenue dans le contexte des négociations actuelles sur les APE avec l'Afrique de l'Ouest.....	7
1. L'évolution des négociations.....	7
2. Les choix de modélisation .....	8
A. Les avantages .....	8
B. Les limitations.....	10
3. La complexité des accords de partenariat économique.....	13
II. Description des scénarios de libéralisation commerciale .....	16
1. Préambule .....	16
2. Elaboration des scénarios de libéralisation tarifaire.....	16
A. Catégorisation des produits du TEC de l'Afrique de l'Ouest.....	17
B. Conséquences.....	18
C. Vitesse de libéralisation pour l'Afrique de l'Ouest.....	22
3. La fin des accords de Cotonou et l'application du régime européen du système généralisé de préférences (SGP) .....	23
4. Les conséquences tarifaires d'un scénario illustratif pour l'Afrique de l'Ouest.....	25
A. Conséquences sectorielles.....	26
B. Conséquences par pays.....	27
III. Résultats et commentaires.....	29
1. Les impacts commerciaux des réformes. ....	30
A. L'application du SGP. ....	30
B. L'application des APE 1 et APE 2.....	34
2. Impacts fiscaux d'un désarmement douanier vis-à-vis de l'UE .....	50
A. L'application du SGP .....	51
B. L'application de l'APE 1 et 2 .....	52
3. Impacts sur la croissance, l'investissement et la consommation .....	58
A. L'application du SGP .....	58
B. L'application de l'APE 1 et 2 .....	58

4. Impact fiscal net et financement externe. ....	64
A. Comment mesurer « l'impact fiscal net » ?.....	65
B. La neutralisation fiscale sous les scénarios APE 1 et APE 2.....	68

# Liste des Tableaux et des Graphiques

Tableau 1 Décomposition des catégories de produits par section du Système Harmonisé. ....	20
Tableau 2 Composition des catégories par secteurs du modèle.....	21
Tableau 3 Décomposition des secteurs du modèle par catégorie de produits.....	22
Tableau 4 Scénario 1. Réduction par pas de 5%. Le droit de douane pour l'année t est égal au droit initial minus la valeur du tableau, avec 0% comme valeur plancher.....	23
Tableau 5 Scénario 2 (libéralisation retardée). Réduction par pas de 5%. Le droit de douane pour l'année t est égal au droit initial minus la valeur du tableau, avec 0% comme valeur plancher. ....	23
Tableau 6 Conséquences du passage au GSP pour les pays d'Afrique de l'Ouest.....	24
Tableau 7 Impacts sur les exportations à destination de l'Union Européenne dans le cadre du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria (BAU : régime de Cotonou).....	31
Tableau 8 Impacts sur les exportations à destination du Reste du Monde dans le cadre du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria (BAU : régime de Cotonou) .....	32
Tableau 9 Impacts sur les importations en provenance de l'UE dans le cadre du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria. (BAU : régime de Cotonou ) .....	33
Tableau 10 Impacts sur les exportations vers l'UE de la part des pays PMA dans le cadre du SGP (BAU : régime de Cotonou) .....	34
Tableau 11 Impacts des APE sur les importations en provenance de l'Union Européenne (BAU : régime de Cotonou) .....	36
Tableau 12 Impacts des APE sur le commerce intra régional : les importations de la Côte d'Ivoire (BAU : régime de Cotonou) .....	39
Tableau 13 Impacts des APE sur le commerce intra régional. Les importations du Nigeria (BAU : Régime de Cotonou) .....	40
Tableau 14 Impacts des APE sur les importations en provenance du Reste du Monde (BAU : Régime de Cotonou) .....	44
Tableau 15 Impacts des APE sur les exportations à destination de l'Union Européenne (BAU = Régime de Cotonou) .....	45
Tableau 16 Impacts des APE sur les exportations de certains pays de la région vers le reste du monde (BAU= Régime de Cotonou).....	47
Tableau 17 Impacts du SGP sur les finances publiques .....	52
Tableau 18 Impacts des APE sur les recettes fiscales douanières (BAU : Régime de Cotonou)...	53
Tableau 19 Impacts des APE sur les recettes fiscales totales (BAU=Cotonou) .....	55
Tableau 20 Effets des APE sur le solde budgétaire.....	57

Tableau 21 Impacts du SGP sur la croissance, la consommation et l'investissement réels (en % de variation par rapport au régime de Cotonou) .....	58
Tableau 22 Effets des APE sur le PIB réel et la Consommation des ménages (BAU = Cotonou)..	59
Tableau 23 Evolution de l'investissement en volume suite aux APE (BAU = Cotonou) .....	61
Tableau 24 Comparaison des investissements suite aux APE en fonction des deux scénarios de base : le régime de Cotonou et le régime SGP-TSA .....	63
Tableau 25 Impacts fiscal net des APE (BAU= Cotonou) .....	69
Tableau 26 Evolution de l'investissement en volume suite aux APE avec neutralisation.....	73
Tableau 27 Effets des APE (avec neutralisation) sur le PIB réel et la Consommation privée des ménages.....	74
Tableau 28 Impacts des APE (avec neutralisation) sur les importations en provenance de l'Union Européenne.....	75
Tableau 29 Impacts des APE (avec neutralisation) sur le commerce intra régional : les importations de la Côte d'Ivoire (BAU : régime de Cotonou).....	76
Tableau 30 Impacts des APE (avec neutralisation) sur le commerce intra régional. Les importations du Nigeria (BAU : Régime de Cotonou).....	77
Tableau 31 Impacts des APE sur les importations en provenance du Reste du Monde (BAU : Régime de Cotonou) .....	78
Tableau 32 Impacts des APE sur les exportations à destination de l'Union Européenne en présence de neutralisation fiscale (BAU = Régime de Cotonou).....	78
Tableau 33 Impacts des APE sur les exportations de certains pays de la région vers le reste du monde avec neutralisation fiscale (BAU= Régime de Cotonou).....	79

---

Graphique 1 Catégorie de produits et importations régionales en provenance de l'UE .....	18
Graphique 2 Profil dynamique de la libéralisation tarifaire. Scénarios 1 et 2. Droits de douane moyens appliqués aux exportations européennes (CEDEAO, tous produits, année 1 = 2008). ..	26
Graphique 3 Evolution du droit moyen appliqué aux exportations européennes par secteur (moyenne CEDEAO) .....	27
Graphique 4 Evolution du droit moyen appliqué aux exportations européennes par pays (tous secteurs).....	28
Graphique 5 Pertes fiscales et transferts. Cas du Ghana. ....	71
Graphique 6 Pertes fiscales et transferts. Cas du Sénégal. ....	72

## I. Approche méthodologique retenue dans le contexte des négociations actuelles sur les APE avec l'Afrique de l'Ouest

Avant d'aborder une lecture détaillée de nos résultats, il est bon de mettre ceux-ci en perspective. Nous aborderons successivement le contexte politique et institutionnel dans lequel nos travaux s'insèrent au regard de l'évolution des négociations, de la complexité des accords de partenariat économiques et aux avantages et inconvénients de l'approche méthodologique retenue. Nous insisterons en particulier sur les limitations intrinsèques de tout exercice de modélisation notamment quant au choix des hypothèses.

### 1. L'évolution des négociations

Si le processus des négociations APE a débuté après la signature des Accords de Cotonou, les discussions se sont intensifiées en 2006 et 2007 avec le rapprochement de la date buttoir du 31 décembre 2007 correspondant à la fin de la dérogation obtenue par l'UE auprès de l'OMC. Rappelons que cette dérogation avait permis à l'Union Européenne de maintenir des préférences asymétriques et discriminatoires en faveur des pays ACP contraires aux principes de l'organisation multilatérale. Si la portée de cette dérogation reste discutable<sup>1</sup>, l'UE a clairement déclaré à plusieurs reprises qu'elle ne redemanderait pas son renouvellement et la seule solution offerte par l'UE aux pays ACP pour conserver leur accès privilégié au marché européen était de signer un accord conforme à l'article XXIV, c'est-à-dire un accord de libre-échange. De plus, les nouvelles de la condamnation de l'UE sur le dossier de la banane au sein du règlement des différends (plainte du Costa-Rica et plainte de des Etats-Unis) en décembre a rendu encore plus délicate la situation : maintenir un accès privilégié et protégé en Europe sur ce produit pour les ACP passe par l'article XXIV. Quant au régime sucre, la mise en place par des mesures d'accompagnement à la réforme européenne et l'extension des prix garantis est apparue une extension naturelle des APE pour les pays bénéficiant du protocole sucre.

Dans ce contexte, la quasi-totalité des pays en développement ACP ont décidé de signer un accord intérimaire à la fin de l'année 2007 à l'exception des pays exportateurs de pétrole dont les exportations sont peu sensibles aux préférences commerciales (Nigeria, Gabon, Congo) et les États du Pacifique qui commercent peu avec l'Europe (la Papouasie Nouvelle Guinée et Fidji, membres du protocole sucre, ont signé un accord intérimaire). Ces accords intérimaires s'inscrivent dans la perspective de la signature d'APE complet et sont destinés à débiter les démarches s'inscrivant dans l'article XXIV. La région Caraïbes, composée d'économies insulaires

<sup>1</sup> Il est important de garder à l'esprit que les préférences européennes ont été source de discordes à l'OMC sur trois points : la banane, le sucre et les discriminations de l'ancien système SGP. Dans le dernier cas, l'UE a modifié son système SGP dans les années récentes pour le rendre OMC compatible. Pourtant, le SGP + qui remplace l'ancien SGP drogue et droits du travail reste source de polémique. Le régime banane est la plus grande source de contentieux. Il a d'ailleurs été attaqué à l'OMC à plusieurs reprises et les solutions proposées par l'UE n'ont jamais satisfait les panels. Le régime sucre quant à lui fait l'objet d'une réforme unilatérale de l'UE.

très dépendantes du régime sucre et du régime banane, a été la seule à signer dès la fin 2007 un APE complet.

L'Afrique de l'Ouest se retrouve dans une situation similaire à celle de l'Afrique Centrale : alors que les négociations APE sont menées au niveau régional, certains pays en développement de la sous région, dans notre cas le Ghana et la Côte d'Ivoire, ont signé un accord intérimaire pour protéger leurs exportations préférentielles. L'option d'une application du SGP pour ces deux pays n'est donc plus un choix pertinent, il s'agira de garder cet élément à l'esprit pour la lecture de ce volume. En effet, une des illustrations envisagées était l'étude des conséquences du SGP pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Cependant, les simulations basées sur cette hypothèse permettront de comprendre pourquoi ces pays ont eu de fortes incitations à signer un accord intérimaire. Par contre comme le SGP ne sera pas mis en œuvre il n'est pas très approprié de l'utiliser comme point de référence. En effet et puisque, à part le Nigéria, tous les pays concernés se sont engagés dans des accords intérimaires au premier janvier 2008, c'est l'évolution de cette situation par rapport au régime antérieur de Cotonou qui doit faire l'objet de notre attention et qui constitue le point de référence pertinent.

Notons finalement que les accords intérimaires ne couvrent qu'une partie des questions que couvriront les APE et se focalisent pour l'essentiel sur les questions d'accès au marché (cf. point infra).

## **2. Les choix de modélisation**

### **A. Les avantages**

L'outil utilisé est un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) décrit en détail dans le volume I. Quels sont donc les avantages et les inconvénients de cette méthode et de l'approche suivie dans notre étude ?

- **Une approche en équilibre général est plus puissante qu'une approche en équilibre partiel.**

Le désarmement tarifaire qui constitue la pierre angulaire des accords de partenariat économique a un impact direct sur les prix des importations et sur les flux de commerce. Toutefois il serait erroné de se limiter à cette dimension du problème lorsque l'on veut analyser d'une manière exhaustive les conséquences des APE puisque simultanément une modification des tarifs douaniers a des répercussions multiples dans des domaines parfois relativement éloignés des questions strictement commerciales. Les répercussions fiscales, l'impact sur le financement des déficits budgétaires des administrations publiques, les retombées sur la structure économique et l'emploi et l'équilibre des relations extérieures sont les domaines les plus importants. Il est donc essentiel en particulier lorsque l'on souhaite évaluer l'impact global



d'une politique économique d'utiliser un instrument qui permet de tenir compte de ces interactions.

- **Une approche rigoureuse qui rend explicites toutes les hypothèses de comportement des acteurs économiques qu'il s'agisse des ménages, des entreprises ou des autorités publiques.**

Fondées sur un cadre analytique rigoureux les approches en équilibre général offrent l'avantage de forcer l'analyste à expliciter toutes les hypothèses sur lesquelles ses diagnostics et ses calculs sont appuyés. L'utilisation de cet instrument permet donc aux décideurs politiques de visualiser les conséquences des hypothèses et d'entamer un dialogue constructif sur les alternatives envisageables. La méthode de l'équilibre général ne demande donc pas de la part des décideurs un « acte de foi » dans les calculs effectués par les experts puisque à tout moment des scénarios alternatifs peuvent être envisagés afin d'éclairer les conséquences possibles d'options alternatives. A ce titre notre travail est un premier pas dans la mise à la disposition des parties d'un instrument puissant d'aide à la décision.

- **Une approche sectorielle qui tient compte du cadrage macroéconomique.**

Basée sur le cadre comptable des Matrices de Comptabilité sociale, les modèles d'équilibre général s'inscrivent par leur essence même dans le respect des grands équilibres macro économiques. Ils offrent donc l'avantage de capter les conséquences sectorielles de politiques économiques dans le respect des équilibres macro-économiques et des engagements pris par exemple vis-à-vis des institutions internationales ou régionales (critères de convergence, objectifs de bonne gestion macro-économiques etc.) Ainsi des politiques qui pourraient être jugées « optimales » dans leurs conséquences sectorielles peuvent être considérées irréalisables car elles viendraient sérieusement mettre en cause l'une ou l'autre des contraintes auxquelles les autorités publiques sont confrontées (contrainte fiscale, contrainte de balance des paiements etc.)

- **Une approche qui s'intègre dans un cadre régional.**

La particularité des APE est qu'ils s'adressent à l'ensemble des pays ACP et qu'ils visent une réorientation générale des relations commerciales de ces pays avec l'UE. En ce sens la signature d'un accord ne concerne donc pas uniquement le pays signataire car un accord semblable peut éventuellement être signé par d'autres pays de la même zone géographique ou des pays appartenant à des zones concurrentes éloignées. Au plan conceptuel cela signifie que l'approche traditionnelle (par exemple dans les études pays) qui postule que l'environnement économique est inchangé (l'hypothèse « *ceteris paribus* ») est évidemment intenable puisque tous les pays ACP sont invités à signer des accords semblables. Notre approche permet donc de tenir compte de l'ensemble des interactions qui existent entre les pays de la zone en tenant compte qu'un avantage compétitif peut éventuellement être annulé parce que la même concession-contrainte est appliquée à un pays voisin et éventuellement concurrent.

- **Une approche qui permet l'évaluation à long terme des politiques économiques**

Ayant développé un modèle d'équilibre général dynamique nous sommes également en mesure de calculer les effets à long terme des politiques et simuler l'impact du calendrier de mise en œuvre des réformes. A cet égard et même si de nombreux facteurs de croissance n'ont pas été pris en compte car difficilement mesurables, notre approche reste pertinente car ce sont des comparaisons avec le scénario tendanciel qui seront utiles pour mesurer les conséquences des accords sur la croissance économique et en définitive sur le bien-être des populations.

En résumé on peut sans doute affirmer que bien qu'imparfait, les MEGC se sont imposés comme le meilleur outil d'aide à la décision économique pour toutes les mesures macroéconomiques (fiscalité intérieure, politique commerciale, politique environnementale) ayant un impact sur le moyen et long terme. Ils sont utilisés, en outre, par les principales institutions internationales et différentes agences nationales. Ils sont en effet le seul type de modélisation qui présente une justification théorique robuste et micro-fondée où tous les agents économiques ont un comportement cohérent avec l'analyse économique. Toutefois ils sont en revanche peu à même de prévoir les évolutions de court terme et servir d'instrument d'analyse conjoncturelle pour anticiper les fluctuations dans le cycle des affaires. A cet égard les modèles de type macro-économétriques sont plus adaptés à cette problématique et devraient être vus comme des instruments complémentaires à notre approche.

## **B. Les limitations**

Plusieurs hypothèses du modèle que nous avons construit ont un impact significatif sur les résultats. Soulignons les plus importants :

- **Sur le plan fiscal**, la prise en compte de l'imperfection de la collecte des douanes va minorer la perte budgétaire liée à la libéralisation mais aussi les effets de création de commerce puisque dès la situation initiale certaines importations ne sont pas affectées par la protection nominale et *per se*, ne seront pas concernées par la libéralisation. Cette hypothèse est relativement peu fréquente dans la littérature à cause de la difficulté d'obtenir des données détaillées sur les recettes douanières (cf. volume 3). De plus, nous supposons qu'au plan domestique, le recouvrement fiscal est lui aussi imparfait. Durant les simulations, aucun changement de la politique fiscale ou de l'efficacité de la collecte n'est supposé.
- **Sur la contrainte de financement extérieure**, nous considérons que le solde de la balance courante est constant en pourcentage du PIB de chaque pays. En d'autres termes, les pays ne peuvent pas s'endetter indéfiniment vis-à-vis de l'extérieur. Suite à une libéralisation commerciale, le pays est contraint soit d'accroître ses exportations,

soit de limiter ses importations. La principale variable d'ajustement est le taux de change réel qui se déprécie (s'apprécie) en réponse à un choc négatif (positif) sur la balance des paiements. En pratique, soit le taux de change nominal s'adapte (appréciation ou dépréciation pour les régimes de change flexible, soit réévaluation, déévaluation pour les régimes de change fixe), soit le différentiel de prix (inflation) entre les différentes économies assurent le retour à l'équilibre (désinflation). L'hypothèse de fixité de la balance courante est non seulement la plus répandue dans la communauté scientifique mais elle est aussi la seule qui est politiquement acceptable du point de vue des institutions internationales comme la Banque Mondiale ou le FMI. Au plan scientifique le lecteur peut par exemple se référer au modèle MIRAGE du CEPPI (Paris, France), le modèle LINKAGE de la Banque Mondiale (Washington DC, Etats-Unis) ou le modèle GTAP (Purdue University, Etats-Unis). En effet, et comme le disait John Whalley, un des grands experts en modélisation, « en l'absence d'une contrainte de balance des paiements la politique optimale des autorités publiques est une politique de dépenses tout azimut »<sup>2</sup>. En effet, postuler qu'un déséquilibre de la balance des paiements peut, par exemple, s'accroître indéfiniment est une hypothèse qui ne recevraient sans doute pas l'approbation de la plupart des gouverneurs de banques centrales. En revanche, relâcher l'hypothèse d'équilibre externe est parfois accepté lorsqu'il s'agit de regarder les effets de court terme dans des modèles statiques, mais dans ce contexte les plus grandes précautions doivent être prises dans l'interprétation des résultats si l'équilibre final est une détérioration du solde courant. L'autre solution est de modéliser explicitement le mécanisme de dette et coût croissant de la dette (prime de risque). Cette approche reste très marginale et reste essentiellement dans le domaine de la recherche (cf. l'extension MIRAGE-dette développé par André Lemelin). Notre modèle donc prend explicitement la contrainte extérieure et le coût pour les économies d'une libéralisation unilatérale pénalisant leur balance commerciale. En revanche, nous n'avons pas rajouté une contrainte supplémentaire sur le taux de change des économies de la zone Franc CFA qui sont en parité fixe avec l'euro et pour qui, en raison de la faible inflation en zone euro, tout désinflation compétitive est impossible. Cette dernière hypothèse a pour effet de limiter les effets de compression de l'activité économique liée à la dégradation de la balance commerciale.

- **Sur le plan commercial**, une hypothèse de substitution imparfaite entre les produits des différents pays est appliquée. Il s'agit d'une hypothèse courante basée sur les propositions d'Armington (1969). Des substitutions croissantes entre produits de pays similaires (pays en développement, Afrique, pays de la CEDEAO) sont considérées. L'hypothèse alternative est de considérer que certains produits sont homogènes et dans

<sup>2</sup> Commentaires recueillis par B Decaluwé lors d'une rencontre MIMAP au Philippines en 2002.

ce cas, les effets de concurrence sont beaucoup plus forts et la libéralisation commerciale peut entraîner des effets beaucoup plus violents sur des produits de base où seule la différence de prix compte (produits agricoles...). Cette seconde hypothèse n'est cependant pas utilisable au niveau de désagrégation où nous travaillons : même si un morceau de poulet européen, nigérian ou thaïlandais peut être considéré comme un bien homogène, le bien « C\_ELIV » du modèle est un mixte différent de sous produits pour chaque pays et donc, n'est plus homogène entre les pays.

- **Sur le plan de l'investissement**, les règles définissant son allocation et la réallocation du capital physique existant conditionnent les perspectives de croissance de l'économie et sa capacité à s'adapter aux chocs qui occasionnent les réallocations sectorielles, comme dans le cas de la libéralisation commerciale. Dans un cadre statique, l'hypothèse la plus courante est de permettre au capital de se réallouer librement entre secteurs pour permettre de simuler les effets de long terme. Parfois, un coût de réallocation est supposé : la spécificité sectorielle du capital crée une mobilité imparfaite. Dans ce cadre, la propension des économies à investir et la détermination de ces investissements n'a que peu d'importance. A l'inverse, un modèle dynamique demande une modélisation explicite des choix d'investissements (avec ou sans anticipations), une spécification du taux de dépréciation du capital et un mécanisme précis décrivant la mobilité nulle, partielle ou totale du capital existant. Si plusieurs modèles (MIRAGE, Modèle du Ministère des Fiances Québec...), ont proposé des solutions innovantes, le calibrage de ces propositions est délicat, surtout dans le cas des pays africains qui nous intéressent ici. En effet, les données nécessaires sont peu abondantes et fortement volatiles. Ce dernier aspect est très important car il serait très risqué d'établir des recommandations de politique économique à partir d'un modèle prisonnier d'une trajectoire atypique. Nous avons donc opté pour une hypothèse simple : à chaque année le capital peut se réallouer librement entre les secteurs productifs. La principale limite de cette hypothèse est de surestimer la capacité des économies à se réorganiser et donc surestime les gains de la libéralisation commerciale. Si la question du calendrier optimal de libéralisation devait être étudiée avec le modèle, il faudrait affiner le cadre retenu jusqu'à présent.
- **Sur le marché de l'emploi**, et bien que nous ne présenterons pas les résultats des simulations sur ce marché, nous avons introduit un mécanisme d'ajustement des salaires en fonction des déséquilibres sur le marché du travail et en tenant compte de la mobilité imparfaite des travailleurs selon leur qualification professionnelle. Ici aussi un examen plus approfondi du fonctionnement du marché du travail et de ses déterminants pourrait être nécessaire surtout dans une perspective dynamique de long terme. L'accumulation de capital humain, et une amélioration dans les conditions de

fonctionnement du marché du travail sont certainement quelques uns des facteurs qui peuvent influencer nos résultats.

### 3. La complexité des accords de partenariat économique

Dès les accords de Cotonou, les APE ont été envisagés comme des accords riches et ne se limitant pas aux questions commerciales. Le renforcement de l'intégration régionale, la mise en place de projets de collaboration entre l'UE et ses partenaires ACP et le renforcement des bonnes pratiques de politique économiques sont au cœur des préoccupations des différentes parties. Conformément aux termes de référence, notre modèle a été conçu pour étudier la dimension accès au marché des négociations APE puisque cette question était la plus urgente. Cependant, il serait dangereux de limiter les APE à cet aspect ou d'interpréter les résultats présentés comme ceux associés à l'accord final, non seulement les modalités de l'accès au marché seront sûrement différentes mais l'accord avec toutes ces facettes aura des effets beaucoup plus profonds. Dans les aspects non modélisés et donc non simulés<sup>3</sup>, citons en particulier :

- Aspect indissociable des questions d'accès au marché, les **règles d'origine** conditionnent la capacité des pays recevant les préférences à s'en servir. Elles se traduisent par des coûts administratifs et des coûts de production additionnels pour les entreprises qui doivent s'y conformer. Les accords de Cotonou offraient des règles d'origine plus avantageuses que les règles du SGP. Il est attendu que les règles d'origine dans les APE soient encore plus simplifiées. En ne les modélisant pas, on néglige le coût du SGP, y compris pour les PMA, et à l'inverse on sous-estime le gain potentiel des APE. De plus, si *in fine*, un accord régional n'était pas trouvé, les règles d'origine au sein des APE viendraient grandement compliquer l'intégration régionale. Pour autant, comme les règles d'origine pour l'APE Afrique de l'Ouest ne sont pas encore totalement définies il est difficile d'avoir une idée claire de leurs conséquences. De plus, si les règles d'origine au sein de la CEDEAO restent en l'état (et au vue de leur application), elles seraient plus favorables pour les producteurs de l'UE que pour les firmes régionales. Dans ce cas la modélisation des règles d'origine viendrait accroître les pertes en termes de commerce intra-régional.
- En améliorant la gouvernance locale et en rassurant les investisseurs étrangers avec des garanties légales pour les **investissements directs étrangers**, il est attendu que les APE favorisent les flux d'investissement à destination des pays d'Afrique de l'Ouest. Ces investissements permettront de soulager la contrainte de balance extérieure, devraient améliorer la productivité des firmes existantes et élargir la base productive. Il est

<sup>3</sup> Pour certaines questions, il faut aussi noter que les négociations ne sont pas encore assez avancées pour avoir des propositions à simuler.

important de noter cependant que tous les investissements étrangers ne se traduisent pas par ces effets positifs. Les investissements dans les secteurs des ressources naturelles se traduisent par peu d'effets externes positifs pour le reste de l'économie. Il ne s'agit pas simplement de mesurer la quantité d'investissement mais aussi leur allocation sectorielle et leur contribution à la croissance c.à.d. leur « qualité ». De plus, les effets des APE sur l'investissement étranger peuvent être ambigus : si les mesures ciblant directement l'investissement vont le renforcer, la libéralisation commerciale va réduire les incitations à investir pour approvisionner un marché local initialement protégé (argument de « *tariff jumping* »).

- La **politique de la concurrence** est au cœur de l'efficacité des économies de marché. Toute amélioration en ce domaine favorise à court terme les gains pour les consommateurs et à long terme l'efficacité des entreprises. Si les APE permettent d'améliorer ces aspects, des gains additionnels apparaîtront. Cependant, la non considération de ces questions dans le modèle à l'heure actuelle ne signifie pas que les résultats sont biaisés à la baisse. En effet, le modèle fonctionne en concurrence pure et parfaite et les transmissions de prix sont parfaites. Nous nous plaçons donc dès le point de départ dans la meilleure situation possible sur ce plan et par conséquent il n'y a donc rien à améliorer, aucun gain ne peut être généré. Mais en même temps, les gains attendus de la libéralisation commerciale sont surestimés par ce mécanisme. Toute baisse de droits de douane va bénéficier *in fine* aux consommateurs et assurent des gains d'efficacité. Si nous avons supposé une transmission imparfaite des prix, certains agents privés (importateurs ou exportateurs étrangers) captureraient les sommes liées à la suppression des droits de douane, ce qui limiterait les gains des consommateurs. Dans ce cas la libéralisation se traduit par un transfert de rentes des Etats vers des agents privés, parfois non nationaux.
- La baisse des droits de douane va s'accompagner de mesures de **facilitation du commerce**. Les changements de règlements administratifs et le renforcement en capacité pour les services douaniers devraient permettre d'améliorer les procédures d'importation, réduire les délais et les opportunités de corruption. Ainsi, on devrait assister à une baisse des coûts de transaction (gain pour les exportateurs et les importateurs) et une amélioration de la collecte douanière (meilleure efficacité et plus large base).
- La libéralisation ne se limitera pas aux biens mais touchera aussi les **services**. Si l'ensemble des consommateurs peut attendre des gains liés à une hausse de la qualité et à une baisse des prix des différents services, les gains les plus importants sont attendus dans les services financiers. En effet, le coût d'accès au crédit est une entrave

majeure au financement des activités industrielles et agricoles en Afrique en général et dans la sous région. L'Union Européenne a des avantages comparatifs importants dans ses secteurs et apparaît donc comme un fournisseur efficace. Les détournements de commerce en ce domaine seront donc limités. Il faut simplement veiller à ce que les entreprises européennes se livrent à une saine concurrence sur les différents marchés et non à une division tacite des pays de l'Afrique de l'Ouest entre grands groupes financiers ce qui entraîneraient des situations de quasi-monopole nocives pour les utilisateurs. Ce type de comportement est apparu en Afrique lors d'étapes antérieures de libéralisation financière. La politique de la concurrence envisagée précédemment doit donc s'assurer d'un meilleur fonctionnement des marchés domestiques tant pour les firmes nationales que pour les firmes étrangères.

## II. Description des scénarios de libéralisation commerciale

### 1. Préambule

Les termes de référence et les réunions préparatoires d'Accra (avril 2007) et de Bruxelles (juin 2007) prévoyaient que le scénario tarifaire envisagé pour l'APE et devant servir aux simulations du modèle seraient transmis à l'équipe de recherche si possible début août 2007, au plus tard début septembre. Rappelons qu'un scénario tarifaire doit comporter pour chaque ligne tarifaire et pour chaque année le droit de douane qui sera appliqué.

Cet intrant n'ayant pu être fourni dans les délais (problèmes liés à la définition des produits sensibles pour la partie Afrique de l'Ouest), il a été convenu qu'un scénario de travail serait conçu par l'équipe de recherche conformément aux directives générales du comité de pilotage présentées dans la note de débriefing de la réunion de Bruxelles du mois de septembre 2007, reprenant le consensus ayant émergé durant les discussions. Il est entendu que le scénario réalisé par les chercheurs d'ITAQA ne doit être vu ni comme une base de négociation ni comme l'opinion de l'une des deux parties concernées.

### 2. Elaboration des scénarios de libéralisation tarifaire

Deux grandes familles de scénarios ont été envisagées :

1. La non-signature de l'APE. Sous cette hypothèse la politique commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest ne change pas et les préférences tarifaires liées aux accords de Cotonou disparaissent. Les produits africains rentreront sur le marché européen en étant soumis au régime Système Généralisé de Préférences (SGP), incluant l'Initiative Tout Sauf les Armes (TSA) pour les Pays les Moins Avancés (PMA).
2. La signature de l'APE. Dans ce cas, au 1<sup>er</sup> Janvier 2008 l'ensemble des produits africains deviendront exemptés de droits de douane sur le marché européen. Conformément à l'asymétrie prévue par l'article XXIV du GATT, l'Afrique de l'Ouest dispose d'une certaine flexibilité concernant son ouverture commerciale aux produits européens. Il convient alors de savoir quels produits seront exclus de la libéralisation et pour ceux libéralisés, à quelle vitesse ils le seront. Cette question sera discutée plus en détails dans les paragraphes suivants.



### A. Catégorisation des produits du TEC de l'Afrique de l'Ouest

Conformément à la position arrêtée par le Comité de pilotage une approche de liste « positive » a été suivie : les produits sont classés en fonction de l'intérêt croissant à les libéraliser. Cinq catégories ont été définies :

- Catégorie 1 : Biens prioritaires : Santé, Education, fournitures pour l'Etat
- Catégorie 2 : Biens d'investissement et renforcement de la compétitivité (intrants)
- Catégorie 3 : Biens de consommation courante et de confort. Libéralisation à vitesse modérée.
- Catégorie 4 : Biens importés concurrençant une production locale existante ou émergente. Libéralisation à vitesse lente.
- Catégorie 5 : Produits sensibles **exclus** de la libéralisation.

**Cette catégorisation a été définie par le Comité de pilotage et ne reflète pas nécessairement le point de vue des experts d'ITAQA.**

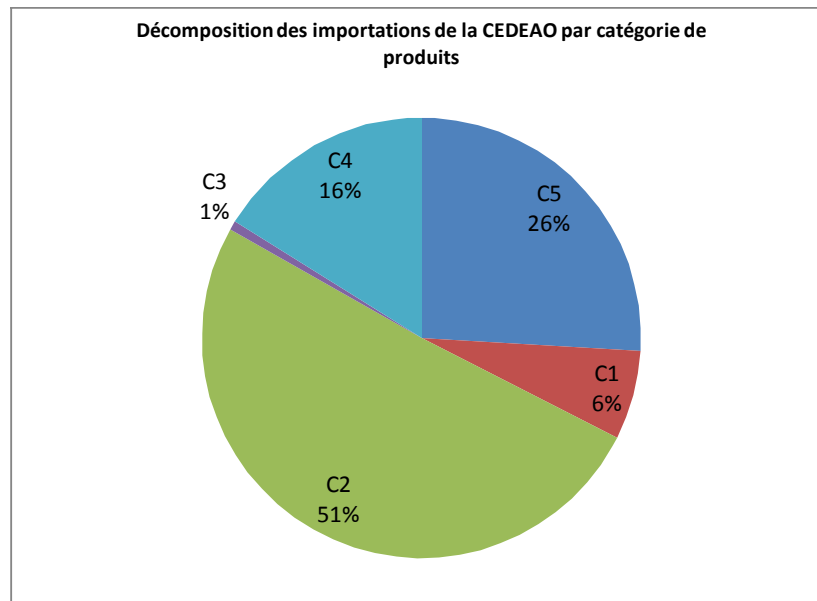
A partir de ces indications générales, les 5113 produits de la nomenclature du Système Harmonisé à six chiffres (Révision I, 1996) ont été associés à chacune de ces catégories. Cette correspondance<sup>4</sup> a été créée en s'appuyant sur la nomenclature BEC des Nations Unies et ajustée en tenant des débats ayant eu lieu dans les différentes régions ACP et des particularités de l'Afrique de l'Ouest, région à la structure industrielle plus diversifiée que d'autres régions (e.g. Afrique Centrale). Conformément aux préoccupations concernant la sécurité alimentaire de la région et les positions exprimées par les groupements professionnels agricoles, la quasi-totalité des activités agricoles ont été placées dans la catégorie 5.

---

<sup>4</sup> Le détail de la table de correspondance entre les produits et les catégories est disponible en format Excel et a été transmis électroniquement aux membres du Comité de pilotage.

## B. Conséquences

**Graphique 1 Catégorie de produits et importations régionales en provenance de l'UE**



Le Graphique 1 montre que plus de la moitié des importations appartiennent à la catégorie 2 (Compétitivité). Combiné aux produits de la catégorie 1, ils représentent 57% des importations régionales qui feront l'objet d'une libéralisation rapide. A l'opposé, 26% des importations en provenance de l'UE seraient exclus de libéralisation dans le scénario envisagé ici. La catégorie 3 est anecdotique (1%) alors que la catégorie 4, stratégique en matière d'industrie naissante, représente 16% des importations.

Au-delà de ces chiffres généraux, il est important de se pencher sur la composition exacte de ces catégories, tant dans la nature des produits (sections du SH cf. Tableau 1) que dans leur interaction avec les secteurs du modèle. En effet, si la première décomposition offre un éclairage précis pour les négociateurs, la seconde permet d'anticiper les grands effets de la libéralisation dans le modèle.

La dernière colonne du Tableau 1 donne la décomposition des importations régionales par section du SH et permet de voir les spécificités de chaque catégorie. Si les biens agricoles et agroalimentaires représentent 18% des importations régionales en provenance de l'UE, ces biens représentent plus de 50% de la catégorie 5 (produits exclus). La section VII (matières plastiques et caoutchouc) est un autre poste important de la catégorie 5 (9%) mais cette proportion est comparable à celle des importations totales. Il n'y a donc pas surreprésentation de cette section dans la liste d'exclusion, contrairement à la section IX (produits du bois et papier) qui est trois fois plus représentée dans la catégorie 5 que dans les importations totales, et aux sections XI et XIII (textiles et ciment-verre). Ces trois dernières sections comportent des

produits pour lesquels la protection des industries locales, présentes et futures, semble importante. A l'inverse, les véhicules et matériels de transports ne sont pas présents dans la liste d'exclusion en dépit de la source de recettes tarifaires qu'ils représentent et de leur part significative dans les importations (25%).

La catégorie 4, produits concurrents des industries locales à libéraliser progressivement, est composée de produits de l'agriculture (végétale), de biens d'équipements et d'outillage (sections XVI et XVII ce qui inclut tous les petits outillages : marteaux, tournevis, clous etc.) mais aussi des produits de la filière textile et ciment-verre.

Le reste des biens d'équipement (outillages de précision, de mesure), les véhicules, et certains produits chimiques (y compris les produits issus du raffinage du pétrole) sont regroupés dans la catégorie 2 et 1 (compétitivité).

Tableau 1 Décomposition des catégories de produits par section du Système Harmonisé.

Classification	En fréquence des lignes tarifaires commerçées (%)						En part des importations en provenance de l'UE (%)					
	C1	C2	C3	C4	C5	Total	C1	C2	C3	C4	C5	Total
Section I (chapitres 1 à 5, animaux vivants et produits du règne animal);	0,0	1,5	0,0	1,3	13,0	3,9	0,0	0,1	0,0	16,6	15,4	6,7
Section II (chapitres 6 à 14, produits du règne végétal);	0,0	1,8	0,0	1,8	18,0	5,3	0,0	1,2	0,0	0,3	16,4	4,9
Section III (chapitre 15, graisses et huiles animales ou végétales);	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	0,8
Section IV (chapitres 16 à 24, produits des industries alimentaires, boissons et liquides alcooliques, tabacs);	2,6	0,2	0,0	0,0	15,5	3,6	3,3	2,1	0,0	0,0	20,5	6,6
Section V (chapitres 25 à 27, produits minéraux);	0,0	0,0	0,0	0,0	7,1	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,6
Section VI (chapitres 28 à 38, produits chimiques);	0,0	6,7	0,0	0,0	0,4	2,9	0,0	7,5	0,0	0,0	3,3	4,7
Section VII (chapitres 39 à 40, matières plastiques et caoutchouc);	49,5	27,2	7,0	0,2	8,7	15,4	58,4	8,9	3,4	2,1	9,3	11,1
Section VIII (chapitres 41 à 43, cuirs et articles de voyage);	0,5	5,1	0,0	0,1	7,4	3,9	0,3	5,3	0,0	0,9	5,3	4,2
Section IX (chapitres 44 à 46, bois, charbon de bois, liège);	0,0	0,0	1,0	1,0	5,1	1,4	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1
Section X (chapitres 47 à 49, pâtes de bois, articles en papier et en carton);	6,3	0,2	0,0	0,0	11,5	2,9	10,0	0,7	0,0	0,0	9,1	3,4
Section XI (chapitres 50 à 63, matières textiles et ouvrages en ces matières);	0,0	0,0	0,0	52,7	0,8	16,1	0,0	0,0	0,0	5,2	2,3	1,4
Section XII (chapitres 64 à 67, chaussures, parapluies, fleurs artificielles);	0,0	0,2	0,0	1,7	2,2	1,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,5	0,2
Section XIII (chapitres 68 à 70, pierres, ciment, céramique, verre);	2,6	2,0	0,0	4,0	3,3	2,9	0,2	0,4	0,0	2,7	2,9	1,4
Section XIV (chapitre 71, perles, métaux précieux);	0,0	1,8	0,0	0,8	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1
Section XV (chapitres 72 à 83, métaux communs);	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,2
Section XVI (chapitres 84 à 85, machines et appareils électriques);	0,5	10,6	0,0	22,2	0,0	11,2	0,1	2,2	0,0	35,5	0,0	6,9
Section XVII (chapitres 86 à 89, véhicules, aéronefs, navires);	9,9	31,6	36,0	4,3	0,5	15,7	18,9	46,1	34,3	5,0	0,1	25,7
Section XVIII (chapitres 90 à 92, instruments d'optique, horlogerie, instruments de musique);	1,0	5,3	1,0	1,0	0,1	2,6	0,0	24,1	5,4	28,3	8,4	19,0
Section XIX (chapitre 93, armes et munitions);	24,0	5,3	23,0	3,6	0,0	4,7	7,4	1,3	2,4	0,1	0,0	1,2
Section XX (chapitres 94 à 96, meubles, jouets, ouvrages divers);	3,1	0,3	32,0	4,9	1,0	2,5	1,3	0,0	54,5	2,3	0,3	0,9

Section XXI (chapitre 97, objets d'art ou d'antiquité),	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Le Tableau 2 reprend la logique du tableau précédent mais utilise la nomenclature sectorielle de l'étude. Conformément aux remarques précédentes, les trois premières catégories sont composées à plus de 95% de biens industriels, hors textile, alors que ces derniers ne pèsent qu'à hauteur de 80% dans les importations totales. A l'inverse, les catégories 4 et 5 mettent l'accent sur les produits agroalimentaires, le textile et l'agriculture vivrière.

Pour mesurer l'ampleur du maintien des protections, il est intéressant de regarder non pas la distribution des catégories par secteur, mais d'observer le taux de couverture de chaque catégorie au sein des secteurs (cf. Tableau 3). Ainsi, l'agriculture vivrière sera totalement immunisée à la libéralisation (97% des importations exclus de la libéralisation) et le reste des cultures et l'industrie agroalimentaire seront dans une situation similaire (catégorie 4+5 supérieure à plus de 90%). Seul l'élevage fera l'objet d'une libéralisation rapide en particulier parce que l'importation d'animaux reproducteurs, ou de poussins, devraient permettre l'amélioration des cheptels existants. Sur le plan industriel, l'essentiel du secteur textile habillement (80%) fera l'objet d'une libéralisation tardive. Des portions clés du reste de l'industrie resteront protégées (15% pour la catégorie 4 et pour la catégorie 5).

**Tableau 2 Composition des catégories par secteurs du modèle**

Classification	Nombre de lignes tarifaires commercées						Importations en valeur					
	C1	C2	C3	C4	C5	Total	C1	C2	C3	C4	C5	Total
C_AGI	0,00%	0,30%	0,00%	0,16%	0,96%	0,39%	0,00%	0,03%	0,0%	0,11%	0,58%	0,18%
C_AGV	0,00%	0,84%	0,00%	1,94%	7,62%	2,69%	0,00%	0,15%	0,0%	0,13%	13,1%	3,51%
C_ALIM	3,61%	0,75%	0,00%	2,35%	35,1%	9,39%	3,33%	3,22%	0,0%	16,67%	41,4%	15,2%
C_ELV	0,00%	0,59%	0,00%	0,03%	0,99%	0,49%	0,00%	0,11%	0,0%	0,00%	0,04%	0,06%
C_ENE	0,00%	0,04%	0,00%	0,00%	0,00%	0,02%	0,00%	0,00%	0,0%	0,00%	0,00%	0,00%
C_INDU	96,3%	94,3%	100%	54,5%	47,7%	72,4%	96,6%	95,2%	100%	77,3%	43,9%	79,1%
C_MIN	0,00%	2,80%	0,00%	0,00%	0,01%	1,16%	0,00%	1,25%	0,0%	0,00%	0,00%	0,63%
C_PEC	0,00%	0,11%	0,00%	0,00%	1,25%	0,34%	0,00%	0,00%	0,0%	0,00%	0,07%	0,02%
C_SYL	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,09%	0,26%	0,00%	0,00%	0,0%	0,00%	0,07%	0,02%
C_TEXT	0,00%	0,23%	0,00%	41,0%	5,28%	12,8%	0,00%	0,04%	0,0%	5,70%	0,74%	1,13%

Tableau 3 Décomposition des secteurs du modèle par catégorie de produits

Classification	Nombre de lignes tarifaires commercées					Importations en valeur				
	C1	C2	C3	C4	C5	C1	C2	C3	C4	C5
C_AGI	0,00%	31,07%	0,00%	11,30%	57,63%	0,00%	7,22%	0,00%	9,51%	83,27%
C_AGV	0,00%	12,94%	0,00%	20,23%	66,83%	0,00%	2,24%	0,00%	0,62%	97,14%
C_ALIM	1,68%	3,30%	0,00%	7,00%	88,02%	1,43%	10,69%	0,00%	17,62%	70,26%
C_ELV	0,00%	50,23%	0,00%	1,83%	47,95%	0,00%	84,43%	0,00%	0,04%	15,53%
C_ENE	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%
C_INDU	5,83%	53,95%	3,68%	21,04%	15,51%	8,02%	60,96%	0,85%	15,79%	14,39%
C_MIN	0,00%	99,81%	0,00%	0,00%	0,19%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%
C_PEC	0,00%	13,16%	0,00%	0,00%	86,84%	0,00%	2,06%	0,00%	0,00%	97,94%
C_SYL	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
C_TEXT	0,00%	0,73%	0,00%	89,56%	9,71%	0,00%	1,68%	0,00%	81,30%	17,02%
<b>Total</b>	<b>4,38%</b>	<b>41,44%</b>	<b>2,67%</b>	<b>27,96%</b>	<b>23,55%</b>	<b>6,57%</b>	<b>50,69%</b>	<b>0,67%</b>	<b>16,15%</b>	<b>25,92%</b>

### C. Vitesse de libéralisation pour l'Afrique de l'Ouest

Si les grandes lignes de la vitesse de la libéralisation ont été définies en même temps que les catégories, nous ne pouvons nous en contenter pour calculer la libéralisation année après année. Plusieurs solutions pratiques existent :

1. Baisse linéaire chaque année des droits libéralisés. Exemple : si un produit doit être libéralisé en dix ans, le droit de douane associé est réduit d'un dixième par an.
2. Libéralisation totale séquentielle. Chaque année, ou toutes les X années, des produits sont libéralisés totalement. Exemple : l'année 1, le droit sur le produit A est supprimé, les autres droits étant maintenus. L'année 4, c'est au tour du produit B.
3. Libéralisation par pallier. Chaque année, ou toutes les X années, les droits d'une catégorie de produits sont abaissés de Y% ou majorés par un nouveau seuil. Exemple : en 2014 tous les produits de la catégorie III voient leurs droits baisser de 5%, en 2017, ils baissent encore de 5% etc. jusqu'à leur libéralisation totale.

Si des critères d'efficacité économique et d'optimisation de la structure tarifaire peuvent guider ce choix de modalités, deux autres éléments cruciaux sont à prendre en compte : la capacité opérationnelle des douanes à gérer la révision périodique du profil tarifaire et celle des agents économiques à s'informer de son évolution. Pour ces dernières raisons et maintenir la lisibilité du TEC, nous avons opté pour la modalité 3 avec une libéralisation débutant en 2009 pour les catégories I (libéralisation totale immédiate) et II (libéralisation en deux étapes achevée en 2012) et s'étalant entre 2014 et 2029 pour l'essentiel des catégories III et respectivement IV. Le détail est donné par le Tableau 4 et correspond au scénario APE 1. Une alternative, APE 2, avec une libéralisation retardée ne débutant en 2014 pour tous les produits est présentée par le Tableau 5.

**Tableau 4 Scénario 1. Réduction par pas de 5%. Le droit de douane pour l'année t est égal au droit initial moins la valeur du tableau, avec 0% comme valeur plancher.**

	Cat I	Cat II	Cat III	Cat IV	Cat V			Cat I	Cat II	Cat III	Cat IV	Cat V
<b>2008</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2024</b>	50%	50%	20%	15%	0%
<b>2009</b>	50%	5%	0%	0%	0%		<b>2025</b>	50%	50%	20%	15%	0%
<b>2010</b>	50%	5%	0%	0%	0%		<b>2026</b>	50%	50%	25%	20%	0%
<b>2011</b>	50%	5%	0%	0%	0%		<b>2027</b>	50%	50%	25%	20%	0%
<b>2012</b>	50%	50%	0%	0%	0%		<b>2028</b>	50%	50%	25%	20%	0%
<b>2013</b>	50%	50%	0%	0%	0%		<b>2029</b>	50%	50%	30%	20%	0%
<b>2014</b>	50%	50%	5%	5%	0%		<b>2030</b>	50%	50%	30%	25%	0%
<b>2015</b>	50%	50%	5%	5%	0%		<b>2031</b>	50%	50%	30%	25%	0%
<b>2016</b>	50%	50%	5%	5%	0%		<b>2032</b>	50%	50%	35%	25%	0%
<b>2017</b>	50%	50%	10%	5%	0%		<b>2033</b>	50%	50%	35%	25%	0%
<b>2018</b>	50%	50%	10%	10%	0%		<b>2034</b>	50%	50%	35%	30%	0%
<b>2019</b>	50%	50%	10%	10%	0%		<b>2035</b>	50%	50%	40%	30%	0%
<b>2020</b>	50%	50%	15%	10%	0%		<b>2036</b>	50%	50%	40%	30%	0%
<b>2021</b>	50%	50%	15%	10%	0%		<b>2037</b>	50%	50%	40%	30%	0%
<b>2022</b>	50%	50%	15%	15%	0%		<b>2038</b>	50%	50%	45%	35%	0%
<b>2023</b>	50%	50%	20%	15%	0%		<b>2039</b>	50%	50%	50%	50%	0%
							<b>2040</b>	50%	50%	50%	50%	0%

**Tableau 5 Scénario 2 (libéralisation retardée). Réduction par pas de 5%. Le droit de douane pour l'année t est égal au droit initial moins la valeur du tableau, avec 0% comme valeur plancher.**

	Cat I	Cat II	Cat III	Cat IV	Cat V			Cat I	Cat II	Cat III	Cat IV	Cat V
<b>2008</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2024</b>	50%	50%	20%	15%	0%
<b>2009</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2025</b>	50%	50%	20%	15%	0%
<b>2010</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2026</b>	50%	50%	25%	20%	0%
<b>2011</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2027</b>	50%	50%	25%	20%	0%
<b>2012</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2028</b>	50%	50%	25%	20%	0%
<b>2013</b>	0%	0%	0%	0%	0%		<b>2029</b>	50%	50%	30%	20%	0%
<b>2014</b>	50%	5%	5%	5%	0%		<b>2030</b>	50%	50%	30%	25%	0%
<b>2015</b>	50%	5%	5%	5%	0%		<b>2031</b>	50%	50%	30%	25%	0%
<b>2016</b>	50%	5%	5%	5%	0%		<b>2032</b>	50%	50%	35%	25%	0%
<b>2017</b>	50%	50%	10%	5%	0%		<b>2033</b>	50%	50%	35%	25%	0%
<b>2018</b>	50%	50%	10%	10%	0%		<b>2034</b>	50%	50%	35%	30%	0%
<b>2019</b>	50%	50%	10%	10%	0%		<b>2035</b>	50%	50%	40%	30%	0%
<b>2020</b>	50%	50%	15%	10%	0%		<b>2036</b>	50%	50%	40%	30%	0%
<b>2021</b>	50%	50%	15%	10%	0%		<b>2037</b>	50%	50%	40%	30%	0%
<b>2022</b>	50%	50%	15%	15%	0%		<b>2038</b>	50%	50%	45%	35%	0%
<b>2023</b>	50%	50%	20%	15%	0%		<b>2039</b>	50%	50%	50%	50%	0%
							<b>2040</b>	50%	50%	50%	50%	0%

### 3. La fin des accords de Cotonou et l'application du régime européen du système généralisé de préférences (SGP)

Considérée par la Commission Européenne comme la seule alternative envisageable aux APE au 1<sup>er</sup> Janvier 2008, l'analyse du passage au SGP pour les exportations de l'Afrique de l'Ouest est

indispensable. La fin du régime préférentiel de Cotonou aura un impact différent suivant les pays de la zone :

- Les pays les moins avancés bénéficieront de l'initiative *Tous Sauf les Armes* et pourront bénéficier d'un accès libre de droits, libre de quotas au marché européen. En revanche, ils subiront des règles d'origine plus restrictives que dans le régime de Cotonou. Les règles d'origine n'étant pas modélisées, cet effet négatif sur les exportations des PMA n'est pas considéré ici.
- Les autres pays en développement (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigeria) connaîtront une hausse des droits de douanes rencontrés en Europe et se retrouveront sur le même plan que le Brésil ou l'Indonésie sur de nombreux produits.

L'effet escompté est donc triple : amélioration de la compétitivité des PMA par rapport aux pays en développement de la région, disparition de la marge préférentielle dont bénéficiaient ces derniers par rapport aux autres exportateurs et complexification de l'intégration régionale avec la mise en place de règles d'origine plus restrictives<sup>5</sup>.

**Tableau 6 Conséquences du passage au GSP pour les pays d'Afrique de l'Ouest**

Droits de douanes européens initiaux					Augmentation des droits lors du passage au SGP			
	COT	GHA	NGA	Région	COT	GHA	NGA	Région
C_AGI	1,38%	0,20%	0,19%	0,84%	5,70%	0,56%	0,04%	3,31%
C_AGV	1,44%	2,29%	2,16%	1,69%	1,07%	0,93%	5,31%	1,04%
C_ALIM	0,51%	0,10%	0,53%	0,33%	10,94%	12,16%	5,58%	8,13%
C_ELV	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,04%	0,16%	0,00%	0,01%
C_INDU	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%	1,91%	0,05%	0,30%
C_MIN	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
C_PEC	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	8,51%	8,13%	1,00%	0,25%
C_SYL	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
C_TEXT	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	4,96%	5,14%	1,28%	1,27%
Tous secteurs	0,90%	0,16%	0,02%	0,22%	6,07%	2,68%	0,12%	1,59%

Le Tableau 6 présente les conséquences du passage au SGP par secteur et par pays en développement, ainsi qu'au niveau régional. Il est important de garder à l'esprit qu'au niveau régional, l'effet est amorti puisque les PMA qui ne connaîtront pas de changement dans la protection rencontrée ont un rôle inertiel. La protection rencontrée au niveau régional passera de 0,22% à 1,81%, hausse très forte en terme relatif, mais le niveau final de protection reste modéré. Mais cette approche globale dissimule des changements très importants pour la Côte

<sup>5</sup> Ce dernier effet sera négligé dans le cadre de ce rapport puisque les règles d'origine ne sont pas prises en compte dans la modélisation.



d'Ivoire (hausse de 6,07%) et le Ghana (hausse de 2,68%). Le Nigeria dont les exportations pétrolières ne seront pas plus taxées ne connaîtra pas d'augmentation notable des barrières tarifaires rencontrées sur le marché européen. Pour les deux autres pays en développement de la zone, les secteurs les plus touchés seront les biens agroalimentaires (hausse supérieure à 10 points de pourcentage), les produits de la pêche (hausse supérieure à 8 points de pourcentage) et le textile (+5%). De plus le Ghana sera durement touché sur les biens industriels avec un droit moyen de 1,91%, soit deux fois la moyenne européenne globale, en raison de sa spécialisation sectorielle (aluminium et filière bois). De son côté, la Côte d'Ivoire verra ses activités de plantation sévèrement touchées (passage de 1,38% à 7,08%) avec en particulier des produits comme la banane et les fleurs coupées.

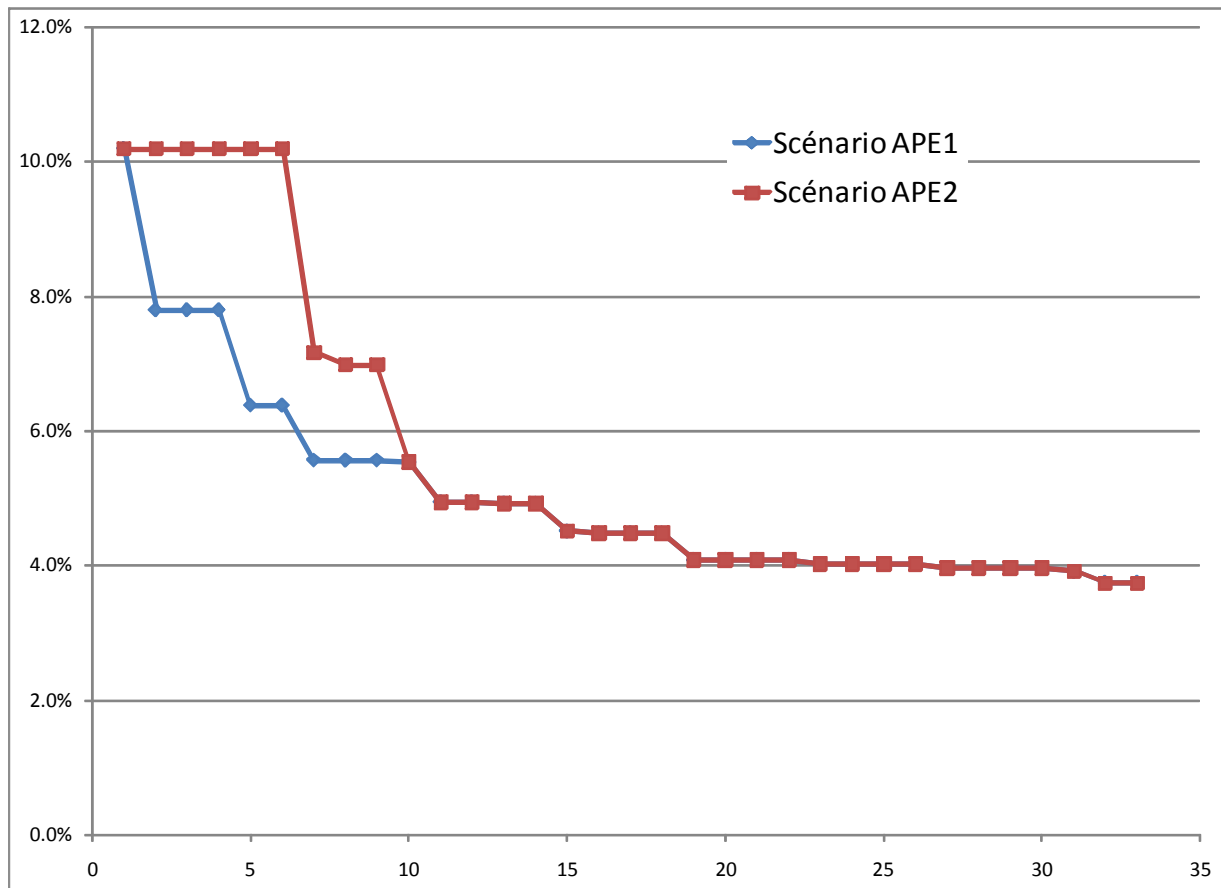
#### 4. Les conséquences tarifaires d'un scénario illustratif pour l'Afrique de l'Ouest

En utilisant toutes les modalités de libéralisation décrites précédemment, nous pouvons calculer les taux de droits de douane par an, par pays et par secteur. Les réductions tarifaires sont appliquées au niveau SH6 et agrégées au niveau de la nomenclature sectorielle en utilisant le commerce initial. Bien que cette méthode ne retranscrive qu'imparfaitement les baisses de la protection marginale, elle tend à préserver les niveaux de recettes tarifaires, variable clé dans notre analyse.

Nous présenterons ici l'évolution des protections faciales nominales et non des taux effectifs, corrigés de l'effectivité de la collecte de manière à simplifier l'analyse et à présenter directement le passage des modalités de libéralisation au calcul des droits moyens.

Le Graphique 2 montre les conséquences des scénarios 1 et 2 sur le droit moyen appliqué aux produits européens par la région. Tout d'abord, nous nous apercevons que l'essentiel de la libéralisation a lieu dans les 15 premières années (2008-2023) avec un droit moyen passant de 10,2% à 4,5%. De 2023 à 2028, la protection baisse encore d'un dixième passant de 4,5% à 4%. C'est donc sur ces 10 premières années que les impacts directs des APE vont se faire sentir. Nous voyons alors que l'option de libéralisation retardée prend tout son sens et représente une vraie alternative dans ses effets. Pour autant, le choc est beaucoup plus violent puisque la protection chuterait de moitié en seulement 5 ans.

**Graphique 2 Profil dynamique de la libéralisation tarifaire. Scénarios 1 et 2. Droits de douane moyens appliqués aux exportations européennes (CEDEAO, tous produits, année 1 = 2008).**

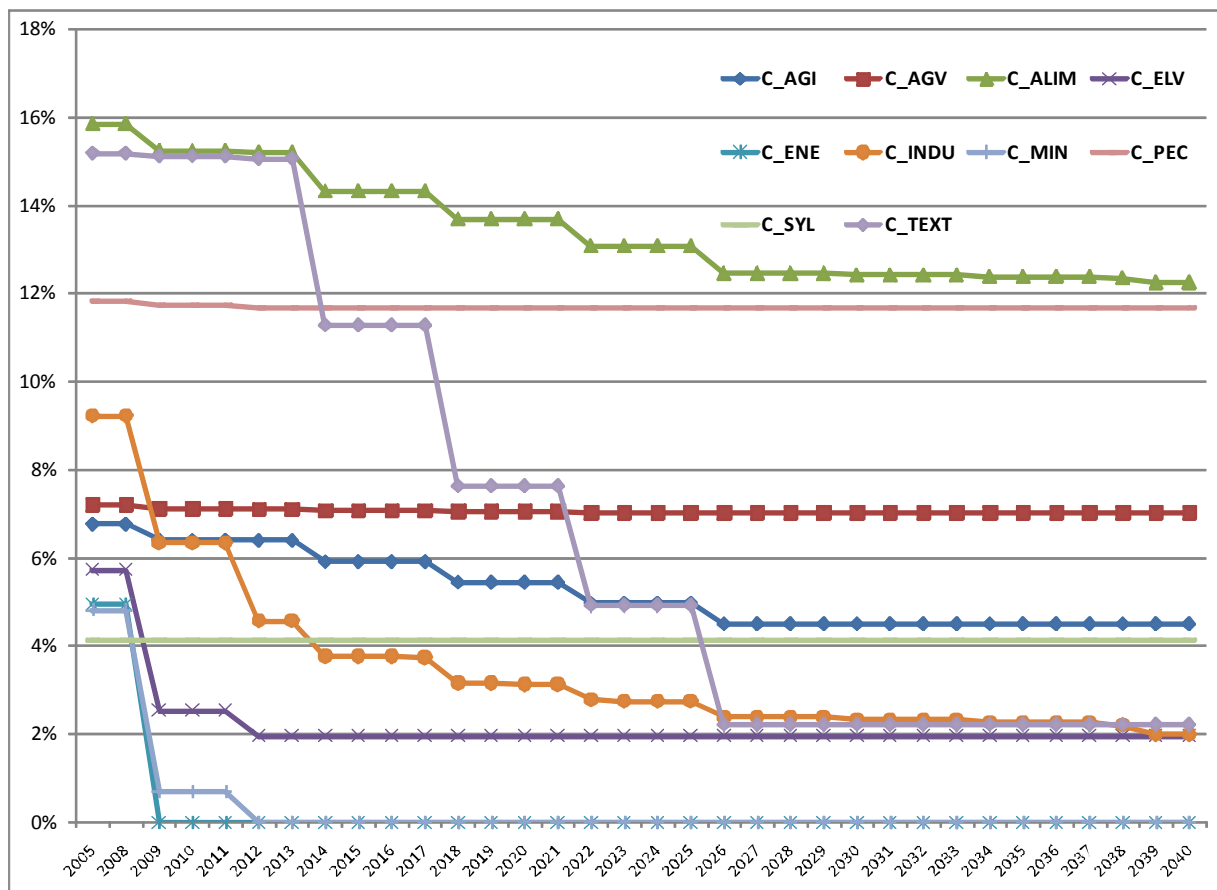


Dans le reste de cette section consacrée aux différences par secteur et par pays, nous concentrerons notre analyse sur le scénario 1.

### A. Conséquences sectorielles

Les catégories (composition et vitesse de libéralisation) ont un impact direct sur l'évolution des droits sectoriels (Graphique 3). Les intrants (élevage, énergie et mines) subissent une libéralisation rapide, parfois totale. Cet effort est relativement indolore puisque, initialement, ces secteurs étaient peu protégés. A l'inverse, l'agriculture vivrière et la pêche ne sont pas affectés par la libéralisation. Les deux secteurs les plus protégés connaissent une destinée contrastée. L'agroalimentaire voit sa protection réduite progressivement d'un quart sur une période de près de 20 ans (passage de 16 à 12%). A l'inverse le textile-habillement voit sa protection divisée par 7 sur la même période. Pour le reste de l'industrie, la baisse de protection sur les biens d'équipement entraîne une chute rapide en début de période (division par 2 en 5 ans) suivi d'une baisse régulière pendant les 15 années suivantes, ce qui devrait permettre une adaptation des filières de production locales durant la période.

**Graphique 3 Evolution du droit moyen appliqué aux exportations européennes par secteur (moyenne CEDEAO)**



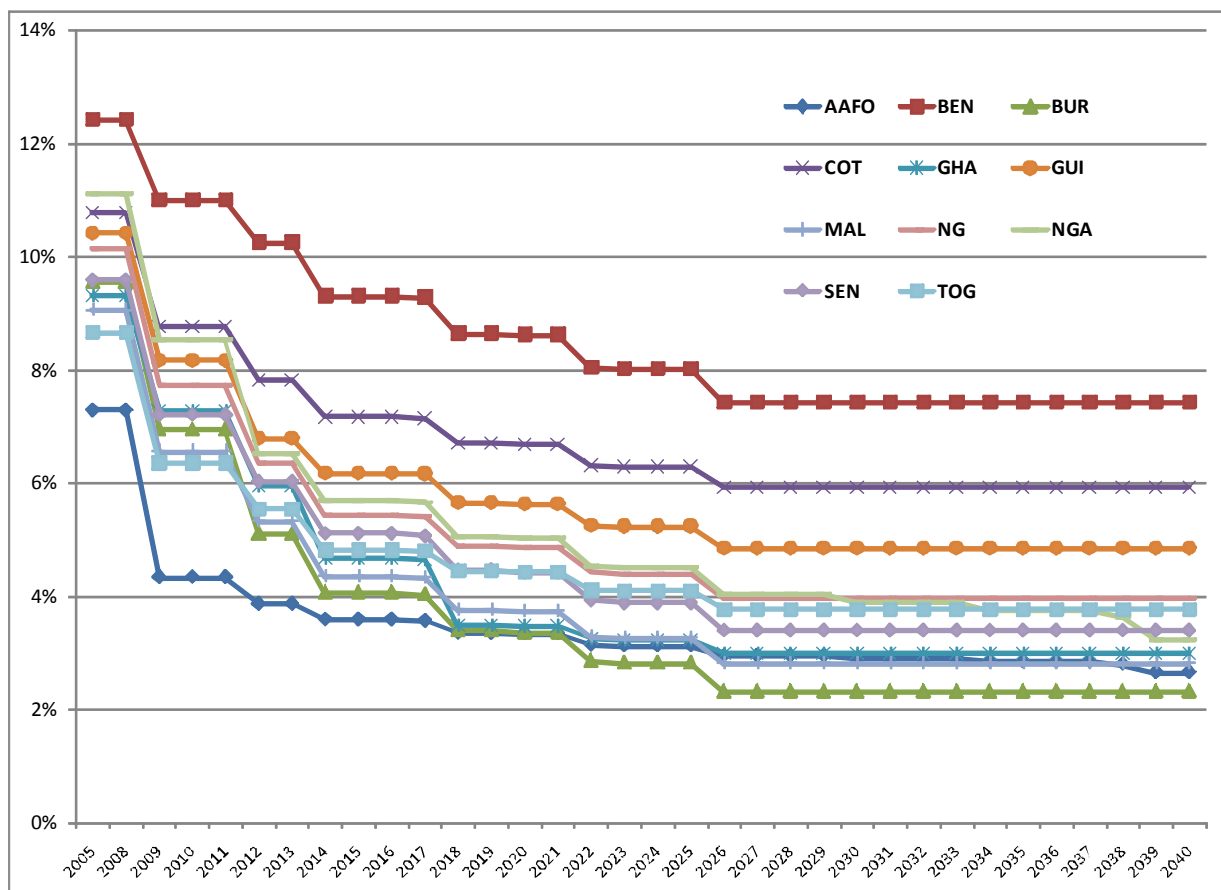
## B. Conséquences par pays

En raison de différence dans le panier d'importations des différents pays de la CEDEAO, les droits moyens vont diverger alors qu'un TEC homogène sera appliqué par les Etats membres. Il est important de noter que la libéralisation ne va pas entraîner une réduction notable de l'écart entre les pays les plus protégés et les moins protégés : de la situation initiale où le Bénin a un droit moyen de 12,5% - résultant des hautes protections sur le textile et habillement -, soit 4% de plus que le Togo, nous passons à une situation où le Bénin reste le plus protégé avec une moyenne de 7,44% alors que le Togo passe en dessous de la barre des 4% et où le Burkina Faso voit disparaître quasiment toute sa protection avec un taux final de 2,32%. Les pertes tarifaires seront donc inégalement réparties et ce résultat montre la difficulté d'obtenir une catégorisation des produits lors de la libéralisation qui assurerait des effets homogènes entre les membres de la CEDEAO.

De plus, seul le Nigeria et la région « reste de l'Afrique de l'Ouest » connaissent des baisses de protection après 2026 en raison de l'existence initiale de droits élevés (au-delà de 30%) qui mettent plus de temps à être érodés. C'est d'ailleurs le Nigeria qui bénéficie le plus et jusqu'à la

fin de l'allongement du calendrier. A l'inverse, la libéralisation est très forte dès le début pour le reste de l'Afrique de l'Ouest avec un gros effort dans les 5 premières années et une baisse lente sur les 25 années suivantes. Il s'agit en particulier des effets de la baisse des droits sur les bateaux (catégorie II) pour le Libéria. La Côte d'Ivoire, seconde économie de la zone a un taux de protection relativement élevé qu'elle peut assez bien préserver tout en réalisant une libéralisation importante (division par deux du droit moyen) mais qui reste équilibrée dans le temps.

**Graphique 4 Evolution du droit moyen appliqué aux exportations européennes par pays (tous secteurs)**



### III. Résultats et commentaires

L'objectif de cette troisième partie est d'évaluer les impacts des divers scénarios de négociation des accords de libre échange entre l'UE et les pays de l'Afrique de l'Ouest. A cette fin, on se propose d'organiser la discussion autour des effets globaux affectant chacun des pays de la région sans entrer dans le détail sectoriel concernant chacune des économies des États membres. Il est évident que l'ensemble des résultats qui seront présentés dans cette note le sont à titre illustratif<sup>6</sup>. Même si nos estimations ont été faites avec le plus grand soin et au meilleur de nos connaissances, le lecteur devra toujours avoir à l'esprit que ces estimations sont toujours sujettes à caution puisqu'elles dépendent grandement de la qualité des données mobilisées pour la construction du modèle. Il est évident qu'au fur et à mesure de l'appropriation du modèle par les instances concernées, l'on en arrivera sans doute à vouloir corriger certaines données de base modifiant par la même les résultats finaux. Il n'en reste pas moins que nos résultats sont indicatifs de tendance qu'il y aura lieu d'examiner attentivement. On se limitera pour le moment aux impacts macro-économiques et reporterons à des discussions ultérieures les analyses sectorielles et les conséquences sur le marché du travail, les salaires et le chômage. De plus, tout résultat de modélisation est à considérer à la vue des hypothèses utilisées (cf. p10).

Au plan méthodologique nous avons décidé de présenter nos résultats de manière séquentielle et, puisque le modèle est calibré sur l'année 2004, il y a lieu de calculer le scénario de base en fonction du régime de Cotonou qui est celui qui a prévalu pendant toute la période 2004 à 2007. Par la suite et dans la mesure où le régime de Cotonou est abrogé par l'une ou l'autre des parties il y a lieu d'analyser en premier les conséquences, par rapport au régime de Cotonou, du nouvel environnement guidant les relations entre l'UE et les pays de la région soit la mise en œuvre éventuelle du Système généralisé de préférences. Les premiers résultats présenteront les conséquences de la non-signature d'un nouvel accord de partenariat économique avec l'UE par rapport au régime de Cotonou. Ensuite nous analyserons les gains (ou les pertes) que la signature d'un nouvel accord peut apporter aux économies de la région en nous référant à la situation qui aurait prévalu en maintenant le statu quo. Nous le ferons en analysant l'instauration d'un démembrement tarifaire sans ou avec mécanisme de neutralisation de l'impact fiscal. Finalement nous présenterons également les gains (ou les pertes) enregistrés

---

<sup>6</sup> Conformément aux instructions du Comité de pilotage, il a été demandé aux consultants de proposer des scénarios de démantèlement tarifaire. Ces scénarios sont illustratifs des tendances qui seraient observées. Il ne s'agit pas, de notre point de vue, de scénarios qui seraient nécessairement « recommandés ». Nous préférons dans les circonstances présentes laisser aux deux parties le soin de négocier entre elles le degré de démembrement souhaitable et la vitesse de mise en œuvre de celui-ci.

par les pays de la région s'ils n'ont d'autres choix que de signer un accord de partenariat économique ou d'être soumis au régime SGP-TSA prévalent depuis janvier 2008.

Nous organiserons la discussion autour des thèmes suivants :

1. Impacts sur le commerce international
2. Impacts sur les finances publiques
3. Impacts sur la croissance, l'investissement et la consommation

## 1. Les impacts commerciaux des réformes.

### A. L'application du SGP.

Nous analyserons tout d'abord la non-signature d'un accord d'APE avec l'UE. En l'occurrence nous calculerons par rapport au maintien du régime de Cotonou les conséquences de la non signature d'un accord d'APE. Les impacts de ce scénario qui affectera principalement la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria<sup>7</sup> sont importants à étudier puisque ces pays sont les seuls qui souffriraient directement de l'abrogation éventuelle du régime de Cotonou en le remplaçant par le Système Général des Préférences. Il est bien évident que l'application du SGP est un recul par rapport au régime de Cotonou car il annule les avantages octroyés par celui-ci aux pays plus développés de la région. Le scénario SGP n'implique aucun changement dans la politique commerciale des pays de la région mais conduit à l'application par l'UE de nouveaux droits de douane pour les produits en provenance de ces pays. C'est donc l'accès au marché européen et la performance à l'exportation des pays concernés qui seront perturbés si l'UE applique désormais le Système Généralisé des Préférences à ses anciens associés.

L'ampleur des effets commerciaux de ce scénario va dépendre de plusieurs facteurs :

- a. le volume initial des importations de l'UE : Plus les importations européennes d'un produit particulier étaient importantes, plus les restrictions au commerce par l'UE seront dommageables;
- b. le niveau du droit de douane qui sera imposé par l'application du SGP : plus l'imposition du droit de douane à l'entrée en Europe sera élevée plus l'effet sera fort;
- c. la facilité avec laquelle les importateurs européens pourraient s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs africains ou autres : plus l'élasticité de substitution entre fournisseurs sera forte plus les pertes de marché seront conséquentes.

<sup>7</sup> Au moment d'écrire ce rapport nous savons déjà que le Nigeria a décidé de refuser la signature d'un APE et que les deux autres pays ont signé des accords intérimaires particuliers.

### **Les effets directs sur les pays en développement de la région**

Nos simulations jusqu'en 2028 permettent de comprendre l'ampleur des phénomènes sous études. Le Tableau 7 présente l'impact sur les exportations à destination de l'UE pour les trois pays en question. Les résultats sont présentés en pourcentage de variation par rapport au scénario tendanciel (Le BAU est en l'occurrence le maintien du régime de Cotonou). Nous avons retenu quatre années charnières du processus de démantèlement tarifaire envisagé soit 2009, 2014, 2019 et finalement 2024 et 2028. Le choix des années correspond aux étapes de la libéralisation et 2028 se situe deux ans après la fin de la période de démembrement tarifaire (2026 pour les produits textiles). Toutefois le modèle donne les informations pour chaque année de l'intervalle et l'on pourra consulter les annexes (sous formes de fichiers informatiques) du présent rapport pour obtenir les informations annuelles.

**Tableau 7 Impacts sur les exportations à destination de l'Union Européenne dans le cadre du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria (BAU : régime de Cotonou)**

Années	Scénarii	COT	GHA	NGA
2004	BAU	3784	2143	9378
2009	BAU	4430	2494	10919
	SGP(%)	-3,43	-0,40	0,26
2014	BAU	5192	2903	12703
	SGP(%)	-3,45	-0,42	0,26
2019	BAU	6084	3382	14772
	SGP(%)	-3,46	-0,42	0,27
2024	BAU	7122	3944	17141
	SGP(%)	-3,45	-0,43	0,28
2028	BAU	8076	4455	19270
	SGP(%)	-3,43	-0,44	0,29

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Comme on le constate, seule la Côte d'Ivoire serait la plus affectée par cette mesure. Ses exportations se réduiraient d'un peu moins de 3,5% et cette baisse serait permanente pendant toute la période de simulation. L'UE mettant en action le SGP dès l'année 2008 et ne le modifiant pas durant toute la période de simulation l'impact se fait ressentir immédiatement et se maintient au même niveau pendant toute la période. D'après nos calculs les conséquences de la non signature d'un APE sur les exportations vers l'Europe du Ghana et du Nigeria, sont négligeables. Ces deux pays dépendent relativement peu des préférences sur le marché européen pour leurs principales exportations et sont donc moins affectés par la hausse des prix suite à l'imposition d'un droit de douane à l'entrée (Tableau 6).

Cette première analyse montre pourquoi la Côte d'Ivoire et le Ghana, dans une moindre mesure, ont décidé de signer un accord intérimaire en décembre 2007 pour se protéger des effets négatifs du SGP alors que le Nigeria a écarté pour l'instant cette solution préférant de demander l'éligibilité au SGP+ à partir de 2009.

La perte de marchés d'exportation vers l'UE force évidemment les producteurs africains à chercher des destinations alternatives pour leurs produits. Le Tableau 8 donne les changements dans les orientations à l'exportation de chacun des pays directement concernés par le SGP. On constate que c'est évidemment la Côte d'Ivoire qui doit faire le plus grand effort de diversification de ses marchés d'exportation. Elle le fait essentiellement en faveur d'autres pays développés, APD, (une hausse de plus de 5% en 2009 mais qui se réduit légèrement + 4.18% en 2028)) et dans une moindre mesure vers d'autres pays d'Afrique, AAF, (+ 2,34% en 2009 et +2,57% en 2028). Cette tendance se confirme aussi pour le Ghana, le détournement d'exportations se faisant essentiellement vers les autres pays développés et n'a pas d'effet sensible sur le commerce avec d'autres pays d'Afrique ou vers d'autres pays en développement, APED.

**Tableau 8 Impacts sur les exportations à destination du Reste du Monde dans le cadre du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria (BAU : régime de Cotonou)**

ANNEES	Scénarii	Côte d'Ivoire			Ghana			Nigeria		
		AAF	APD	APED	AAF	APD	APED	AAF	APD	APED
2004	BAU	222	931	1156	41	622	713	307	15385	6121
2009	BAU	236	925	1237	44	635	768	335	16656	6728
	SGP(%)	2,34	5,22	1,61	-0,3	0,48	0,06	0,03	-0,02	0,02
2014	BAU	250	923	1331	46	644	823	369	18064	7420
	SGP(%)	2,52	5,14	1,52	-0,48	0,73	0,22	0,07	0,01	0,04
2019	BAU	267	924	1440	49	653	881	417	20012	8334
	SGP(%)	2,62	4,92	1,34	-0,65	1,08	0,39	0,14	0,07	0,1
2024	BAU	287	928	1567	53	668	945	497	23204	9736
	SGP(%)	2,65	4,57	1,08	-0,76	1,55	0,59	0,27	0,18	0,19
2028	BAU	307	948	1697	57	691	1004	620	27976	11677
	SGP(%)	2,57	4,18	0,80	-0,84	2,00	0,77	0,43	0,32	0,31

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Puisque l'application par l'UE du Système Généralisé des Préférences est une mesure unilatérale qui n'entraîne aucun changement dans les politiques commerciales des pays partenaires, on ne doit pas s'attendre à des modifications sensibles dans les sources d'approvisionnement (achats locaux ou produits importés) et sur l'origine de leurs importations (Europe versus autres pays). C'est effectivement ce que nous confirment les données du Tableau 9 car, à part une faible diminution des importations en provenance de l'UE par la Côte d'Ivoire en fin de période (1,84 % en 2028) les autres variations sont négligeables.



**Tableau 9 Impacts sur les importations en provenance de l'UE dans le cadre du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria. (BAU : régime de Cotonou )**

		COT	GHA	NGA
<b>2004</b>	<b>BAU</b>	<b>2297</b>	<b>1453</b>	<b>11148</b>
<b>2009</b>	BAU	2580	1618	12378
	SGP(%)	-0,97	-0,14	0,06
<b>2014</b>	BAU	2915	1798	13777
	SGP(%)	-1,2	-0,14	0,07
<b>2019</b>	BAU	3306	1997	15549
	SGP(%)	-1,44	-0,12	0,11
<b>2024</b>	BAU	3764	2221	18042
	SGP(%)	-1,67	-0,10	0,18
<b>2028</b>	BAU	4193	2421	21184
	SGP(%)	-1,84	-0,09	0,27

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

### ***Les effets indirects sur les pays les moins avancés de la région***

Comme on l'a signalé plus haut, l'impact sur les pays non PMA de la mise en œuvre du SGP par l'UE dépend partiellement de la facilité avec laquelle les importateurs européens pourront s'approvisionner auprès d'autres producteurs exemptés de l'imposition de nouveaux droits de douanes. Du fait que certains produits importés par l'UE puissent provenir d'autres fournisseurs appartenant à des pays qui bénéficient de la clause TSA, l'imposition du SGP va provoquer un détournement de commerce au profit de ceux-ci. En d'autres mots les droits de douanes à l'entrée dans l'UE imposés au pays non PMA vont profiter aux pays PMA qui prendront la place de certains exportateurs de Côte d'Ivoire ou du Ghana par exemple. Ce phénomène est particulièrement visible dans le Tableau 10 où l'on observe que les importations européennes en provenance de plusieurs pays de la CEDEAO augmentent substantiellement. Les grands gagnants sont par ordre décroissant d'importance le Sénégal, le Burkina Faso, le Togo et finalement le Bénin.

**Tableau 10 Impacts sur les exportations vers l'UE de la part des pays PMA dans le cadre du SGP (BAU : régime de Cotonou)**

ANNEES	Scénarii								TOG
2004	BAU								120
2009	BAU								143
	SGP(%)								4,17
2014	BAU								169
	SGP(%)								4,25
2019	BAU								200
	SGP(%)								4,34
2024	BAU								235
	SGP(%)								4,47
2028	BAU	1083	229	121	752	456	192	1757	266
	SGP(%)	0,75	3,43	6,78	1,5	1,65	0,48	8,73	4,6

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Les gains du Sénégal et du Burkina Faso sont assez substantiels (environ 8,73% et 6,78% respectivement en 2028) alors que ceux du Togo et du Bénin sont plus modestes (environ 4,6 % et 3,43 % respectivement en 2028). En termes de produits échangés et de capacité de pénétration des marchés, c'est donc le Sénégal et le Burkina Faso qui sont les plus à même de remplacer les exportateurs ivoiriens et accessoirement les Ghanéens et les Nigériens sur le marché européen. Rappelons que pour certains produits industriels, les règles d'origine plus restrictives du TSA pourront limiter ces effets. De plus, le produit composite sectoriel exporté par les différents pays de la sous région n'est pas identique<sup>8</sup>. Le bien *C\_AGI* du Ghana et de la Côte d'Ivoire contient une forte proportion de cacao alors que le seul le Burkina Faso exporte actuellement ce produit. Les résultats du modèle restent cohérents : le Burkina et le Sénégal présentent les plus de ressemblances dans leurs exportations avec la Côte d'Ivoire et le Ghana (Cacao, Ananas, Goyave et produits du bois). Nos résultats pourraient certes être raffinés en étudiant leur sensibilité pour différentes valeurs des paramètres de substitution qui représentent dans le cas présent le degré d'homogénéité des produits. Il n'en reste pas moins que, et puisque la majorité des pays de la zone sont en compétition les uns vis-à-vis des autres sur les marchés des pays développés y compris l'Europe, la suppression pour certains d'entre eux des avantages qui existaient sous le régime de Cotonou pour tous les pays de la zone sans distinction va certainement les affecter négativement.

## B. L'application des APE 1 et APE 2

Comme nous l'avons expliqué plus haut, les scénarios APE 1 et 2 diffèrent essentiellement l'un de l'autre en fonction du calendrier de libéralisation. Pour l'essentiel, l'APE 2 est une libéralisation retardée avec une période de grâce de 5 ans mais suivie d'une baisse beaucoup

<sup>8</sup> Cette substituabilité imparfaite est prise en compte dans la modélisation mais il se peut que pour certains secteurs, cette différenciation des produits est sous-estimée.

plus marquée des taux de protection nominaux<sup>9</sup>. L'essentiel de la libéralisation ayant été, dans les deux scénarii, réalisé au cours des 18 premières années de sa mise en œuvre. Après 2026, il n'y a plus de variation notable (voir Graphique 2)

L'ampleur du choc que subiront les économies de la région suite au démantèlement tarifaire va évidemment dépendre d'un certain nombre de facteurs qui diffèrent d'un pays à l'autre. On doit toutefois garder en tête que même si plusieurs pays de la région ont des caractéristiques communes, ils divergent cependant sur plusieurs points importants qui déterminent l'ampleur des impacts du désarmement tarifaire sur le commerce. Cette ampleur, et leur différenciation par pays, va dépendre pour l'essentiel des points suivants :

- a. Le degré de pénétration des importations c'est-à-dire la part des importations dans la demande totale du pays ; plus un pays est ouvert plus il va subir fortement la réduction des droits de douane.
- b. La performance à l'exportation des pays de l'UE c.à.d. la part des importations européennes dans les importations totales du pays : plus un pays est fortement dépendant de l'UE pour ses approvisionnements, plus il subira fortement la concurrence accrue des producteurs européens.
- c. Le niveau initial des droits de douanes : plus un pays était protectionniste, plus la libéralisation va avoir des effets importants,
- d. La réaction de la demande totale aux baisses de prix consécutives à l'élimination des droits de douane c.à.d. de l'élasticité prix de la demande intérieure,
- e. Le degré d'homogénéité du produit importé par rapport à son concurrent local,
- f. Le degré de différenciation du produit par rapport au pays d'origine c.à.d. de la valeur des élasticités de substitution dans l'approvisionnement. Les effets de détournement de commerce seront d'autant plus grands que les produits importés sont peu différenciés d'un fournisseur à l'autre.
- g. Tous ces facteurs sont pris simultanément en compte dans le modèle CEDEAO et il est évident que pour comprendre les impacts détaillés par pays, il faudrait faire des analyses sectorielles et analyser de manière systématique les mécanismes de transmission qui conduisent aux impacts finaux. Dans la présentation des résultats qui suivront nous nous concentrerons sur les effets globaux sur chaque pays et pour la région dans son ensemble. Nous débuterons par une présentation des impacts de la mise en œuvre des APE (sans mesures de neutralisation fiscale) en comparant la nouvelle situation à celle qui aurait prévalu sous le régime de Cotonou. Nous présenterons également les mêmes informations en les comparant au régime SGP.

---

<sup>9</sup> Ce calendrier de démantèlement tarifaire correspond exactement aux recommandations faites par le Comité de pilotage.

## Effets sur le commerce bilatéral entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne

**Tableau 11 Impacts des APE sur les importations en provenance de l'Union Européenne (BAU : régime de Cotonou)**

												TOG
2004	BAU											263
2009	BAU											304
	APE1(%)											4,68
	APE2(%)											-0,03
2014	BAU											349
	APE1(%)											7,67
	APE2(%)											5,94
2019	BAU											400
	APE1(%)											8,28
	APE2(%)											8,36
2024	BAU											457
	APE1(%)											8,97
	APE2(%)											9,07
2028	BAU											509
	APE1(%)											9,59
	APE2(%)	36.9	10.65	50.27	10.01	34.07	21.71	23.27	16.25	19.61	18.73	9.71

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Le désarmement douanier a des impacts importants sur les flux d'importations. Si l'on regarde le scénario APE 1 qui fait sentir ses effets dès 2009, les importations du Burkina Faso augmentent de près de 16% alors qu'un groupe de pays – le Ghana, le Mali, suivent avec des augmentations de l'ordre de 9% (respectivement 9,9% et 9,3%) et viennent ensuite la Guinée (8,2%) le Nigeria (7,6%) et le Sénégal (6,7%). Les pays les moins affectés sont la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo. L'impact à long terme est extrêmement fort puisque l'augmentation des importations par rapport au scénario de base est de 50 % pour le Burkina Faso (46,3%), de 34% % pour le Ghana et de 23 % pour le Mali. En général on constate que l'introduction des APE accroît donc le degré de dépendance des pays de la CEDEAO vis-à-vis de l'Union Européenne.

On constate aussi que les modalités de mise en œuvre du désarmement tarifaire jouent un rôle crucial dans l'impact sur les économies. Si à l'horizon 2028, l'augmentation des importations est quasi identique pour les scénarios APE 1 et 2, l'évolution entre 2009 et 2019 est très contrastée. Sous l'APE 2, les premiers effets ne se font sentir qu'à partir de 2014 où l'augmentation des importations est – par exemple dans le cas du Burkina Faso- extrêmement importante. Les impacts du scénario APE 1 sont moins drastiques. En effet on observe par exemple pour le Burkina Faso, une augmentation de l'ordre de 16,7% en 2009, de 37,1% en 2014 et de 42,0% en 2019. Cette progression se retrouve pour chacun des pays de la région avec bien évidemment des ampleurs différentes d'un pays à l'autre.

Bien qu'à ce stade nos scénarios soient essentiellement illustratifs, nos calculs montrent qu'il sera important, lors des négociations, de porter une attention toute spéciale, non seulement à

l'ampleur du désarmement douanier mais aussi au rythme de sa mise en œuvre. L'accroissement trop subit des importations pourraient en effet rendre plus difficile l'atteinte des objectifs d'équilibre macro économique et en particulier de l'équilibre de la balance des paiements.

Nous avons également calculé les impacts des APE 1 et 2 en les comparants non plus au régime de Cotonou mais par rapport au SGP-TSA qui serait le nouveau régime du commerce extérieur avec l'UE en cas de refus des accords de partenariat économique. En prenant comme point de comparaison le scénario SGP-TSA nos calculs reflètent donc la conjugaison de deux éléments distincts. D'une part l'Union Européenne, par rapport au régime de Cotonou, n'applique plus les hausses de tarifs douaniers pour les importations en provenance des pays de la CEDEAO non PMA et d'autre part par rapport au régime de Cotonou, tous les pays de la zone acceptent le désarmement tarifaire proposé soit sous APE 1 et 2. Nos calculs<sup>10</sup> prennent donc en considération simultanément ces deux composantes : l'annulation des impacts négatifs du SGP-TSA et la mise en œuvre des APE.

**Tableau 11 (bis) Impacts des APE sur les importations en provenance de l'UE (BAU : régime SGP-TSA)**

												TOG
<b>2004</b>	<b>BAU</b>											263
<b>2009</b>	<b>BAU</b>											305
	APE1(%)											4,44
	APE2(%)											-0,27
<b>2014</b>	<b>BAU</b>											350
	APE1(%)											7,38
	APE2(%)											5,65
<b>2019</b>	<b>BAU</b>											401
	APE1(%)											7,93
	APE2(%)											8,01
<b>2024</b>	<b>BAU</b>											458
	APE1(%)											8,55
	APE2(%)											8,65
<b>2028</b>	<b>BAU</b>											511
	APE1(%)											9,11
	APE2(%)	36,68	10,49	50,01	11,85	34,16	21,14	23,06	16,22	19,34	16,92	9,23

A part la situation particulière de la Côte d'Ivoire tous les résultats du Tableau 11 (bis) sont quasi identiques à ceux du Tableau 11. Comme nous l'avons constaté, seules les exportations et les importations de la Côte d'Ivoire avec l'UE étaient sensiblement affectées par les restrictions au commerce sous le régime du SGP. Les importations se réduisaient de l'ordre de 1% en 2009 pour monter à 2% en 2028, alors que les exportations ivoiriennes vers l'UE se

<sup>10</sup> Dans la suite de ce rapport tous les tableaux sont présentés en deux versions. Dans la première nous comparons l'impact des reformes par rapport au régime de Cotonou alors que les tableaux (bis) présentent les mêmes calculs mais en prenant comme scenario de référence le SGP.

contractaient de plus de 3% en 2028. Par l'acceptation des APE 1 ou 2, l'UE sera donc en mesure d'accroître ses exportations vers la Côte d'Ivoire de près de 12 % en 2028 par rapport à ce qu'elles auraient été sous le régime du SGP-TSA, mais cette progression ne sera que de l'ordre de 10% par rapport au régime de Cotonou.

L'augmentation importante des importations en provenance de l'UE va incontestablement avoir des retombées négatives pour les autres fournisseurs des pays de la région ; c'est ce que nous constaterons dans le tableau suivant.

### ***Les conséquences des APE sur l'intégration commerciale régionale***

Pour bien saisir l'importance du commerce intra-régional il faut se souvenir de la manière dont les données statistiques ont été récoltées et réconciliées et des contraintes que nous avons imposées au modèle. Afin d'assurer la cohérence entre importations par origine et exportations par destination et ceci pour chaque pays de la zone et pour chacun des produits, la construction de la base statistique et la modélisation exigent que cette identité soit vérifiée en tout temps. Ainsi en mesurant l'impact des APE sur les importations des pays de la région en provenance d'autres pays de la région (qui par construction sera équivalent aux exportations des pays de la région vers d'autres pays de la région) nous sommes en mesure de mesurer la contribution des APE à l'intégration régionale par le biais de l'accroissement ou la réduction des échanges intra régionaux.

Par souci de concision, étant donné que nous travaillons avec 11 pays qui importent de 10 autres partenaires, nous nous sommes limités à présenter l'impact des APE 1 et 2 pour les deux pays (la Côte d'Ivoire et le Nigeria) qui représentent à eux seuls plus de la moitié du commerce intra-régional <sup>11</sup>. Ces résultats sont reproduits plus bas.

---

<sup>11</sup> Il convient de rappeler que tous les résultats sont disponibles par pays.

**Tableau 12 Impacts des APE sur le commerce intra régional : les importations de la Côte d'Ivoire (BAU : régime de Cotonou)**

											TOG
2004	BAU										6
2009	BAU										7
	APE1(%)										-0,76
	APE2(%)										0,17
2014	BAU										8
	APE1(%)										-1,28
	APE2(%)										-0,97
2019	BAU										9
	APE1(%)										-1,57
	APE2(%)										-1,49
2024	BAU										10
	APE1(%)										-1,92
	APE2(%)										-1,88
2028	BAU										11
	APE1(%)										-2,22
	APE2(%)	-3,93	-2,79	1,97	-2,15	-1,9	-1,73	-1,46	-3,63	-0,61	-2,23

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Comme on le constate la signature d'un APE avec l'UE affecte négativement les partenaires régionaux de la Côte d'Ivoire. Les importations de la Côte d'Ivoire (Tableau 12) en provenance du Nigeria (-4%) du Ghana (-2,63%) du Benin (-2,74%) se réduisent substantiellement.

Cette réduction de la demande d'importations régionales est le reflet de mécanisme de détournement de commerce au profit de l'UE et au détriment des partenaires régionaux de la Côte d'Ivoire. A qualité égale, la baisse de prix des importations européennes suite aux réductions tarifaires pousse les importateurs africains à se détourner des producteurs régionaux car ceux-ci deviennent moins compétitifs qu'avant le désarmement tarifaire. L'on sait par ailleurs que l'ampleur du détournement de commerce dépend principalement du niveau initial des tarifs, de l'écart initial de compétitivité entre plusieurs fournisseurs et de l'élasticité – prix de la demande d'importations. Compte tenu que ces facteurs divergent d'un pays à l'autre on n'est donc pas étonné d'obtenir des impacts différents pour le Nigeria même s'ils vont dans la même direction.

**Tableau 13 Impacts des APE sur le commerce intra régional. Les importations du Nigeria (BAU : Régime de Cotonou)**

											TOG
2004	BAU										125
2009	BAU										141
	APE1(%)										-0,33
	APE2(%)										0,01
2014	BAU										159
	APE1(%)										-1,21
	APE2(%)										-0,18
2019	BAU										180
	APE1(%)										-1,61
	APE2(%)										-1,23
2024	BAU										206
	APE1(%)										-2,4
	APE2(%)										-1,8
2028	BAU										235
	APE1(%)										-3,26
	APE2(%)	-4,21	-2,5	-2,05	-2,84	-3,68	-3,43	-6,35	-4,02	-1,37	-2,38

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

On constate en effet que si le Nigeria (Tableau 13) décidait un désarmement douanier vis-à-vis de l'UE il n'aiderait pas plus ses partenaires régionaux que la Côte d'Ivoire puisque, à l'horizon de 2028, les importations du Nigeria en provenance du Mali et du Niger se seraient réduites de 8,7% et 5,7 % respectivement et de près de 5 % pour le Ghana. Les autres pays voient également la demande nigériane pour leurs produits se réduire sensiblement.



**Tableau 12 (bis) Impacts des APE sur le commerce intra régional : les importations de la Côte d'Ivoire (BAU : régime SGP-TSA).**

											TOG
<b>2004</b>	<b>BAU</b>										6
<b>2009</b>	<b>BAU</b>										7
	APE1(%)										0,6
	APE2(%)										1,5
<b>2014</b>	<b>BAU</b>										8
	APE1(%)										0,3
	APE2(%)										0,6
<b>2019</b>	<b>BAU</b>										9
	APE1(%)										0,2
	APE2(%)										0,3
<b>2024</b>	<b>BAU</b>										10
	APE1(%)										0,0
	APE2(%)										0,1
<b>2028</b>	<b>BAU</b>										11
	APE1(%)										-0,2
	APE2(%)	-2,0	-0,9	3,7	0,7	-1,1	1,6	1,0	-2,6	2,4	-0,2

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Cette réduction de la demande d'importations régionales est le reflet de mécanisme de détournement de commerce au profit de l'UE et au détriment des partenaires régionaux de la Côte d'Ivoire. A qualité égale, la baisse de prix des importations européennes suite aux réductions tarifaires pousse les importateurs africains à se détourner des producteurs régionaux car ceux-ci deviennent moins compétitifs qu'avant le désarmement tarifaire. L'on sait par ailleurs que l'ampleur du détournement de commerce dépend principalement du niveau initial des tarifs, de l'écart initial de compétitivité entre plusieurs fournisseurs et de l'élasticité – prix de la demande d'importations. Compte tenu que ces facteurs divergent d'un pays à l'autre on n'est donc pas étonné d'obtenir des impacts différents pour le Nigeria même s'ils vont dans la même direction.

**Tableau 13 (bis) Impacts des APE sur le commerce intra régional. Les importations du Nigeria (BAU : Régime SGP-TSA)**

											TOG
2004	BAU										125
2009	BAU										141
	APE1(%)										-0,2
	APE2(%)										0,2
2014	BAU										159
	APE1(%)										-1,0
	APE2(%)										0,0
2019	BAU										179
	APE1(%)										-1,4
	APE2(%)										-1,1
2024	BAU										206
	APE1(%)										-2,2
	APE2(%)										-1,6
2028	BAU										234
	APE1(%)										-3,1
	APE2(%)	-4,21	-2,5	-2,05	-2,84	-3,68	-3,43	-6,35	-4,02	-1,37	-2,38

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Une comparaison attentive du Tableau 12 (bis) et du Cette réduction de la demande d'importations régionales est le reflet de mécanisme de détournement de commerce au profit de l'UE et au détriment des partenaires régionaux de la Côte d'Ivoire. A qualité égale, la baisse de prix des importations européennes suite aux réductions tarifaires pousse les importateurs africains à se détourner des producteurs régionaux car ceux-ci deviennent moins compétitifs qu'avant le désarmement tarifaire. L'on sait par ailleurs que l'ampleur du détournement de commerce dépend principalement du niveau initial des tarifs, de l'écart initial de compétitivité entre plusieurs fournisseurs et de l'élasticité –prix de la demande d'importations. Compte tenu que ces facteurs divergent d'un pays à l'autre on n'est donc pas étonné d'obtenir des impacts différents pour le Nigeria même s'ils vont dans la même direction.

Tableau 13 (bis) par rapport aux tableaux 12 et 13 nous indique qu'un désarmement tarifaire, s'il est défavorable à l'intégration régionale par rapport au régime de Cotonou, est toutefois moins dommageable si on le compare à l'alternative proposée par l'UE soit l'application du SGP-TSA. Pour une réduction des tarifs vis-à-vis de l'UE serait défavorable à l'intégration régionale telle que mesurée par le volume des importations en provenance des partenaires de la CEDEAO alors que pour la Côte d'Ivoire le résultat est inverse. Puisque la Côte d'Ivoire est très pénalisée par l'imposition du régime SGP -TSA et que cela se répercute négativement sur ses voisins, la signature d'un Accord APE entraîne moins d'effets négatifs sur ses voisins que le SGP-TSA.

On pourra trouver dans le Volume IV les résultats des performances à l'exportation vers les pays de la région pour chacun des pays de la zone. On constatera, par exemple pour la Côte

d'Ivoire qu'au terme du processus de libéralisation soit en 2028, les exportations ivoiriennes à destination du Burkina Faso et du Mali se seront réduites de respectivement de 9% et de 6% environ. Pour les autres pays, la réduction est sensible puisque les exportations de la Côte d'Ivoire se contracteront au minimum de 1% pour le Bénin et jusqu'à 4,2% pour le Ghana. Pour le cas du Nigeria nous constatons également une baisse importante des exportations vers les pays de la région si on les compare au régime de Cotonou.

### ***Effets des APE sur les pays tiers***

Analysons maintenant les conséquences de l'APE sur les autres partenaires-fournisseurs des pays de la région.

Dans le Tableau 14 nous avons regroupé les fournisseurs des pays de la région en trois catégories. Outre l'UE dont nous avons déjà traité, nous avons les *autres pays d'Afrique* (AAF), *les autres pays développés* (APD) et *les autres pays en développement* (APED). Pour simplifier la présentation nous n'avons retenu que quatre des onze pays modélisés soit le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Sénégal. Pour tous les pays de l'échantillon ce sont les autres pays africains qui souffrent le plus de la préférence donnée aux importations européennes. Qu'elle soit mesurée par rapport au régime de Cotonou (Tableau 14) ou au SBP-TSA (Tableau 14 bis) la réduction est importante. Par exemple en 2028, la réduction des parts de marché des autres pays africains est substantielle : le Sénégal réduit ses approvisionnements de 24% bien plus fortement que les importations en provenance des pays en développement (14%) ou des pays développés (12,5%). Dans le cas de la Côte d'Ivoire le processus est semblable, la réduction des importations en provenance des autres pays africains est de 14,1% alors qu'elle n'est que de 8,8% et de 7% pour les autres pays en développement et les pays développés respectivement.

Il apparaît donc que les effets de détournements de flux commerciaux sont importants et auront des conséquences négatives tant sur l'intégration régionale que sur les termes de l'échange de la sous région. En effet, un détournement de commerce concernant les pays tiers représente le remplacement d'exportateurs efficaces du reste du monde par des producteurs européens dont les coûts de production sont plus élevés que leurs concurrents mais qui sont néanmoins plus compétitifs car leurs produits sont exonérés de droits de douanes à l'entrée en Afrique de l'Ouest.

**Tableau 14 Impacts des APE sur les importations en provenance du Reste du Monde (BAU : Régime de Cotonou)**

		AAF				APD				APED			
		BEN	COT	NGA	SEN	BEN	COT	NGA	SEN	BEN	COT	NGA	SEN
<b>2004</b>	<b>BAU</b>	47	177	621	154	173	846	7792	460	414	982	10805	666
<b>2009</b>	<b>BAU</b>	55	200	689	173	201	947	8654	517	482	1100	12001	751
	APE1(%)	-3,6	-5,3	-4,4	-9,5	-2,6	-3,1	-3,9	-5,3	-1,9	-3,0	-4,4	-4,7
	APE2(%)	0,0	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,1
<b>2014</b>	<b>BAU</b>	63	226	765	195	233	1064	9632	580	557	1239	13355	844
	APE1(%)	-8	-10	-10	-18	-5	-6	-9	-10	-4	-6	-10	-9
	APE2(%)	-5	-7	-6	-12	-4	-4	-5	-7	-3	-4	-5	-7
<b>2019</b>	<b>BAU</b>	73	257	860	216	267	1203	10869	644	639	1401	15063	937
	APE1(%)	-8,9	-11,5	-11,5	-20,0	-6,4	-6,7	-10,0	-11,5	-5,1	-6,9	-11,2	-10,8
	APE2(%)	-9,0	-11,5	-11,2	-20,0	-6,4	-6,6	-9,6	-11,5	-5,1	-6,8	-10,8	-10,8
<b>2024</b>	<b>BAU</b>	83	292	987	239	305	1365	12605	711	727	1591	17451	1035
	APE1(%)	-10,1	-12,9	-13,7	-22,1	-7,3	-7,6	-11,8	-12,9	-6,0	-8,0	-13,1	-12,2
	APE2(%)	-10,1	-12,9	-13,0	-22,2	-7,3	-7,5	-10,9	-12,9	-5,9	-7,9	-12,2	-12,2
<b>2028</b>	<b>BAU</b>	92	326	1142	256	339	1519	14792	762	806	1770	20455	1108
	APE1(%)	-11,2	-14,1	-16,1	-23,9	-8,0	-8,4	-13,8	-14,1	-6,8	-8,9	-15,1	-13,6
	APE2(%)	-11,2	-14,1	-14,9	-24,0	-8,0	-8,3	-12,4	-14,1	-6,7	-8,8	-13,8	-13,5

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

**Tableau 14 (bis) Impacts des APE sur les importations en provenance du Reste du Monde (BAU : Régime SGP-TSA)**

		AAF				APD				APED			
		BEN	COT	NGA	SEN	BEN	COT	NGA	SEN	BEN	COT	NGA	SEN
<b>2004</b>	<b>BAU</b>	47	177	621	154	173	846	7792	460	414	982	10805	666
<b>2009</b>	<b>BAU</b>	55	197	690	175	201	939	8660	523	483	1091	12007	761
	APE1(%)	-3,7	-4,2	-4,4	-10,8	-2,7	-2,3	-3,9	-6,5	-2,0	-2,2	-4,4	-6,1
	APE2(%)	-0,1	1,3	-0,1	-1,3	-0,1	0,9	-0,1	-1,3	-0,1	1,0	-0,1	-1,4
<b>2014</b>	<b>BAU</b>	63	223	766	197	233	1054	9641	588	558	1226	13364	857
	APE1(%)	-7,7	-8,7	-9,8	-19,0	-5,6	-4,8	-8,6	-11,3	-4,3	-4,8	-9,7	-10,7
	APE2(%)	-5,4	-5,9	-5,8	-13,7	-3,9	-3,0	-4,9	-8,3	-3,0	-3,1	-5,4	-8,3
<b>2019</b>	<b>BAU</b>	73	253	861	219	268	1189	10884	654	640	1384	15081	952
	APE1(%)	-9,0	-10,0	-11,7	-21,5	-6,5	-5,5	-10,1	-13,0	-5,2	-5,7	-11,3	-12,3
	APE2(%)	-9,1	-10,0	-11,3	-21,5	-6,6	-5,5	-9,7	-13,0	-5,2	-5,6	-10,9	-12,3
<b>2024</b>	<b>BAU</b>	83	288	989	243	305	1347	12630	723	728	1569	17484	1052
	APE1(%)	-10,2	-11,2	-13,9	-23,8	-7,4	-6,2	-12,0	-14,6	-6,1	-6,5	-13,2	-13,9
	APE2(%)	-10,3	-11,2	-13,2	-23,8	-7,4	-6,1	-11,1	-14,6	-6,1	-6,5	-12,4	-13,9
<b>2028</b>	<b>BAU</b>	92	320	1144	261	339	1496	14835	776	807	1742	20513	1128
	APE1(%)	-11,4	-12,4	-16,4	-25,8	-8,2	-6,9	-14,1	-16,0	-7,0	-7,4	-15,4	-15,3
	APE2(%)	-11,4	-12,4	-15,2	-25,8	-8,2	-6,8	-12,7	-16,0	-6,9	-7,3	-14,1	-15,3

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

### **APE et gains à l'exportation**

Si l'on se penche maintenant sur les exportations, on peut s'attendre que la suppression des droits de douanes pour les produits en provenance de l'UE va conduire à des impacts indirects sur la compétitivité des exportateurs africains. L'ampleur de ces gains de compétitivité va donc dépendre d'un ensemble de facteurs parmi lesquels on retrouvera :

- Du degré d'homogénéité des consommations intermédiaires selon qu'elles sont de sources locales ou importées.
- De la source d'approvisionnement en consommations intermédiaires selon qu'elles proviennent de l'UE ou d'autres pays fournisseurs.
- De la part de ces consommations intermédiaires dans le coût total de production
- De la réaction de la demande mondiale suite à la baisse éventuelle des prix à l'exportation selon le marché de destination des produits
- De l'élasticité-prix de la demande intérieure pour les produits écoulés sur le marché local.

Tous ces facteurs sont simultanément pris en compte dans le modèle et les effets d'une réduction tarifaire sur la performance à l'exportation vont donc dépendre de multiples facteurs qui varient d'un pays à l'autre et d'un produit à l'autre. Pour connaître les secteurs gagnants et les secteurs perdants et l'importance des réorganisations structurelles que cela impliquera il faut bien évidemment se pencher sur les résultats par pays et par branche de production pour identifier ceux, parmi ces facteurs, qui sont les plus déterminants. Pour le moment on peut se pencher sur les résultats agrégés par pays et examiner successivement l'impact sur la performance à l'exportation vers l'UE, vers le reste du monde.

**Tableau 15 Impacts des APE sur les exportations à destination de l'UE (BAU = Régime de Cotonou)**

												TOG
2004	BAU											120
2009	BAU											143
	APE1(%)											-0,46
	APE2(%)											-0,49
2014	BAU											169
	APE1(%)											-0,41
	APE2(%)											-0,46
2019	BAU											200
	APE1(%)											-0,34
	APE2(%)											-0,41
2024	BAU											235
	APE1(%)											-0,17
	APE2(%)											-0,32
2028	BAU										1757	266
	APE1(%)										-0,70	-0,88
	APE2(%)	-0.03	-0.70	-1.34	0.18	-0.52	-0.80	-0.58	-0.70	-0.18	-0.62	-0.73

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Comme on le constate aisément dans ce tableau les impacts sont négligeables. Dans les deux scénarios et pour la majorité des pays les quantités exportées vers l'Europe se réduisent et, lorsque l'impact est positif, il est très faible de l'ordre du demi-point de pourcentage. L'effet est nul ou du moins imperceptible au plan agrégé. Il restera à déterminer si ces impacts sont plus sensibles dans des branches particulières et pour des pays particuliers.

Qu'en est il toutefois de la performance à l'exportation des pays de la région lorsque celle-ci est mesurée par rapport au Scénario SGP-TSA ? Les résultats sont rapportés au Tableau 15 (bis) et montre que la Côte d'Ivoire qui était la plus touchée par l'imposition du SGP-TSA par l'Union Européenne sort grande gagnante de la signature d'un accord de partenariat économique. Sa performance à l'exportation augmente fortement (+ 4,1%) essentiellement au détriment du Sénégal (-8,4%), du Burkina Faso (-7,3%), du Togo (-4,6%) et du Bénin (-3,4%). On se souviendra (voir Tableau 10) que ces quatre pays auraient été les grands gagnants de l'imposition du SGP-TSA en accroissant leurs exportations et en prenant partiellement la place de la Côte d'Ivoire sur les marchés européens. La signature d'un accord annule le SGP-TSA réduisant à néant la possibilité pour ces quatre pays d'accroître leurs parts des marchés européens.

**Tableau 15 (bis) Impacts des APE sur les exportations à destination de l'UE (BAU= Régime SGP-TSA)**

												TOG
<b>2004</b>	<b>BAU</b>											120
<b>2009</b>	<b>BAU</b>											149
	APE1(%)											-4,6
	APE2(%)											-4,7
<b>2014</b>	<b>BAU</b>											176
	APE1(%)											-4,7
	APE2(%)											-4,7
<b>2019</b>	<b>BAU</b>											208
	APE1(%)											-4,7
	APE2(%)											-4,8
<b>2024</b>	<b>BAU</b>											245
	APE1(%)											-4,6
	APE2(%)											-4,8
<b>2028</b>	<b>BAU</b>											278
	APE1(%)											-4,6
	APE2(%)	-0,6	-3,6	-7,4	4,0	-0,5	-1,3	-2,0	-0,1	-0,2	-8,6	-4,8

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Qu'en est-il de la performance à l'exportation des pays de la région vers le reste du monde ? Pour le montrer nous avons sélectionné au Tableau 16 les quatre pays qui contribuent le plus aux exportations vers le reste du monde, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Sénégal. Nous avons bien évidemment exclu le Nigeria qui, avec les exportations de pétrole, représentait à lui seul en 2004, 75% des exportations totales de la région vis-à-vis du reste du monde. Quant à eux, les quatre pays représentent 75 % des exportations hors Nigeria à destination du reste du monde.

**Tableau 16 Impacts des APE sur les exportations de certains pays de la région vers le reste du monde (BAU= Régime de Cotonou)**

		COT			GHA			APED
<b>2004</b>	<b>BAU</b>							<b>713</b>
<b>2009</b>	<b>BAU</b>							768
	APE1(%)							0,8
	APE2(%)							0,2
<b>2014</b>	<b>BAU</b>							823
	APE1(%)							1,8
	APE2(%)							1,2
<b>2019</b>	<b>BAU</b>							881
	APE1(%)							1,9
	APE2(%)							2,2
<b>2024</b>	<b>BAU</b>							945
	APE1(%)							1,4
	APE2(%)							1,9
<b>2028</b>	<b>BAU</b>							1004
	APE1(%)							0,9
	APE2(%)							1,4
		MAL			SEN			APED
<b>2004</b>	<b>BAU</b>							<b>334</b>
<b>2009</b>	<b>BAU</b>							365
	APE1(%)							1,6
	APE2(%)							0,1
<b>2014</b>	<b>BAU</b>							398
	APE1(%)							3,2
	APE2(%)							2,2
<b>2019</b>	<b>BAU</b>							432
	APE1(%)							3,5
	APE2(%)							3,7
<b>2024</b>	<b>BAU</b>							467
	APE1(%)							3,8
	APE2(%)							4
<b>2028</b>	<b>BAU</b>							495
	APE1(%)							4,0
	APE2(%)	0,5	-0,5	0,1	10,7	3,6		4,2

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

On constate que c'est vers les *autres pays d'Afrique* (AAF) que les principaux exportateurs de la région gagnent des parts de marchés par rapport au régime de Cotonou. A la fin du processus le Sénégal aura accru ses exportations de près de 10% ; la Côte d'Ivoire et le Ghana de 4,7% et 4,9% respectivement. Les pays côtiers semblent donc être largement gagnants alors que le Mali ne parvient que peu à accroître ses exportations vers le reste du monde. On constate également que c'est vis-à-vis des pays développés que la performance à l'exportation est la plus faible. Même le Sénégal, dont les exportations augmentent sensiblement, et ce vers tous ses partenaires commerciaux a une performance plus faible vis-à-vis des pays développés.

En revanche si l'on compare la performance à l'exportation vis-à-vis du régime SGP-TSA on constate de grandes différences en particulier pour le comportement de la Côte d'Ivoire et du Ghana. La Côte d'Ivoire diminue ses exportations vers les autres pays développés car en signant les APE elle a à nouveau accès sans restrictions aux marchés européens et ne doit donc pas trouver de nouveaux débouchés. Le même phénomène se produit pour le Ghana. Le Sénégal par contre doit accroître son effort d'exportation vers d'autres pays et en particulier les autres pays développés car il n'a plus un accès aussi facile aux marchés européens entrant à nouveau en concurrence avec les produits ivoiriens, ghanéens et nigériens.

**Tableau 16 (bis) Impacts des APE sur les exportations de certains pays de la région vers le reste du monde (BAU= SGP-TSA)**

		COT			GHA			APED
2004	BAU							713
2009	BAU							768
	APE1(%)							0,8
	APE2(%)							0,1
2014	BAU							825
	APE1(%)							1,5
	APE2(%)							1,0
2019	BAU							884
	APE1(%)							1,5
	APE2(%)							1,8
2024	BAU							950
	APE1(%)							0,9
	APE2(%)							1,3
2028	BAU							1012
	APE1(%)							0,1
	APE2(%)							0,7
		MAL			SEN			APED
2004	BAU							334
2009	BAU							357
	APE1(%)							3,8
	APE2(%)							2,2
2014	BAU							389
	APE1(%)							5,6
	APE2(%)							4,7
2019	BAU							420
	APE1(%)							6,2
	APE2(%)							6,4
2024	BAU							453
	APE1(%)							6,7
	APE2(%)							6,9
2028	BAU							480
	APE1(%)							7,1
	APE2(%)	0,9	-0,4	0,2	14,2	9,1		7,3

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants



Ces résultats peuvent paraître surprenants puisque les exportations progressent surtout vers le reste de l'Afrique et non vers l'UE qui est pourtant le partenaire qui réduit ses barrières douanières vis-à-vis de l'Afrique de l'Ouest. Dans le cas présent, l'APE se traduit par une réduction asymétrique : les concessions de l'Europe n'accordent qu'un faible gain d'accès à son marché, en raison des préférences déjà en place, alors que l'Afrique de l'Ouest va réduire très significativement ses droits de douane. Pour ne pas détériorer leurs balances des paiements courants (hypothèse de bouclage du modèle retenue), les économies d'Afrique de l'Ouest vont devoir accepter une dépréciation réelle de leur monnaie de manière à améliorer leur compétitivité prix et accroître leurs exportations. Evidemment ce gain de compétitivité se traduira par une hausse des exportations surtout vers les marchés où leurs produits sont déjà bien implantés et les plus demandés (c'est-à-dire les plus similaires aux produits existants et où les effets prix ont le plus d'impact), ici les autres marchés africains.

Certes le mécanisme décrit dans le paragraphe précédent, et l'effet sur les exportations de l'Afrique de l'Ouest en Europe, est tributaire des hypothèses de modélisation retenues mais dépend aussi d'une hypothèse factuelle importante : les autres régions ACP ne modifient pas leurs régimes du commerce extérieur et ne signent pas un APE avec l'UE<sup>12</sup>. Si nous postulons au contraire qu'il est plus que probable que d'autres pays de la région signeront des accords de partenariat économique la situation de l'Afrique de l'Ouest sera moins favorable sur le volet des exportations. Tout d'abord, les nouvelles marges préférentielles gagnées en Europe le seront aussi par les autres régions ACP, et la nouvelle demande européenne ne s'adressera pas exclusivement à l'Afrique de l'Ouest mais à tous les pays ACP. IL faudra donc partager les gains escomptés. D'autre part, les autres régions ACP connaîtront le même problème de balance des paiements et devront subir une dépréciation réelle de leur monnaie, il ne sera alors plus possible d'exporter plus vers ces régions. Ainsi, l'Afrique de l'Ouest devra accepter une autre dépréciation réelle de sa monnaie pour assurer l'équilibre de ses transactions avec l'étranger.

---

<sup>12</sup> C'est l'hypothèse « *ceteris paribus* » c'est-à-dire « toutes autres choses constantes » pour les pays non-modélisés.

## 2. Impacts fiscaux d'un désarmement douanier vis-à-vis de l'UE

Les effets fiscaux associés à un désarmement tarifaire peuvent être classés en plusieurs catégories et leur degré d'interdépendance n'est pas facile à déterminer. Pour mémoire le lecteur devra retenir les divers canaux par lesquels le désarmement tarifaire aura un effet sur la situation globale des comptes publics. Énumérons-les brièvement :

- a. Tout d'abord l'État devra faire face à des pertes fiscales douanières directes dans la mesure où la suppression des droits de douane (droits de douane au sens strict et les surcharges éventuelles) seront éliminées sur les importations en provenance du partenaire avec lequel on signe un accord.
- b. Ensuite l'État subira également des pertes fiscales directes sous forme d'une réduction de la valeur de l'assiette sur laquelle s'appliqueront les taxes intérieures sur les produits importés.
- c. De plus, l'État pourra également subir des pertes à cause du phénomène de détournement de commerce. En effet, si les importateurs décident de s'approvisionner en Europe plutôt qu'auprès d'un autre partenaire sur lequel des droits de douane sont normalement collectés, l'État subira une perte de recettes douanières supplémentaire.
- d. Par contre, et ce dans les étapes transitoires, on peut s'attendre à ce qu'une réduction des droits de douane puisse éventuellement conduire à une augmentation des recettes fiscales si les importations augmentent substantiellement suite à la réduction des droits. A terme toutefois si les droits de douane sont complètement éliminés, cet impact positif tombe à zéro puisqu'il n'y aura plus de droit de douanes.
- e. La prise en compte des effets indirects ne doit pas non plus être négligée. Si les revenus des entreprises ou des ménages est affecté à la hausse ou à la baisse, la fiscalité directe va venir influencer sur les revenus globaux des gouvernements. On peut aussi penser que si le désarmement tarifaire a de forts effets redistributifs, par exemple en favorisant les riches ou les entreprises par rapport aux ménages plus pauvres, l'augmentation des revenus de ces agents pourra conduire à des revenus supplémentaires pour le gouvernement. Cet effet sera d'autant plus fort que le système de fiscalité directe est progressif, les plus riches étant taxés à des taux marginaux et moyens plus élevés. Évidemment ce mécanisme joue dans l'autre sens si le désarmement douanier conduit à une réduction du revenu de certains agents et l'impact sera aussi d'autant plus fort que le système fiscal était progressif.
- f. Finalement ce qui nous intéresse en dernier recours est l'impact global du désarmement sur le déficit public et sur sa capacité à continuer, sans accroître son endettement, à financer les dépenses publiques. A ce titre, la réduction de coûts de certains produits importés et consommés par l'État peut avoir pour impact de réduire la facture globale

pour l'État dans la mesure où ces effets de prix sont importants et constituent une composante importante des dépenses de l'État.

Comme on le constate à l'énumération des divers canaux qui influencent la situation financière des États, les impacts finaux d'un désarmement tarifaire sont difficiles à prédire avec une certaine précision et c'est certainement une des utilités d'un MEGC de fournir un ordre de grandeur de l'ensemble de ces effets. En comparant les impacts obtenus dans nos simulations le lecteur gardera donc à l'esprit que les pays diffèrent largement les uns des autres sur tous les points énumérés ci-haut. Même si une certaine harmonisation existe en ce qui concerne le tarif extérieur commun (TEC) ou le régime de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), l'efficacité dans la collecte des taxes est très différente d'un pays à l'autre de sorte que les taux de taxation moyen et marginaux observés peuvent très largement s'éloigner des taux « théoriques » résultant de la législation fiscale. On se souviendra aussi qu'en construisant la base de données et ultérieurement dans la modélisation nous avons calibré nos paramètres en nous appuyant sur les informations les plus exactes à notre disposition mais nous sommes persuadés qu'une collaboration plus étroite avec les partenaires pourra certainement conduire à un raffinement de nos calculs.

En outre nous avons évité d'introduire dans l'analyse des hypothèses « ad-hoc » concernant une amélioration de l'efficacité des administrations publiques dans la collecte des impôts et taxes afin de ne pas biaiser artificiellement nos résultats. Ainsi, et comme d'autres observateurs, nous pensons qu'une meilleure administration fiscale pourrait sans doute aider à neutraliser l'impact fiscal d'une réduction des tarifs douaniers. Toutefois et étant donné que chaque administration fiscale nationale affiche des performances variables dans ce domaine il serait bien difficile de fixer une norme régionale de performance dans ce domaine.

Il est important de noter que dans la version actuelle du modèle, l'hypothèse d'un agent représentatif et de taux de taxes proportionnels au revenu, ne permet pas de prendre en compte une partie des effets abordés au point (e) ci-dessus.

#### **A. L'application du SGP**

Le Tableau 17 donne pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria, les trois pays visés par une mise en œuvre éventuelle du Système Généralisé des Préférences par l'UE les impacts sur les recettes douanières (TIM taxes sur les importations) et les revenus totaux de l'État (YG revenu du gouvernement).

Tableau 17 Impacts du SGP sur les finances publiques

Variables	Années	Scenario	COT	GHA	NGA
<b>TIM</b>  <i>Taxes sur les importations</i>	<b>2004</b>	<b>BAU</b>	172	333	1425
	2009	BAU	193	371	1583
		SGP (%)	-1,20	-0,07	0,05
	2014	BAU	219	413	1759
		SGP (%)	-1,40	-0,03	0,07
	2019	BAU	249	461	1979
		SGP (%)	-1,6	0,0	0,1
	2024	BAU	284	515	2279
		SGP (%)	-1,81	0,06	0,17
	2028	BAU	317	564	2649
		SGP (%)	-1,95	0,11	0,26
<b>YG</b>  <i>Recettes totales du gouvernement</i>	<b>2004</b>	<b>BAU</b>	3093	3288	22856
	2009	BAU	3436	3657	25344
		SGP (%)	-0,54	0,00	0,03
	2014	BAU	3833	4054	28170
		SGP (%)	-0,66	0,01	0,04
	2019	BAU	4283	4489	31763
		SGP (%)	-0,79	0,03	0,08
	2024	BAU	4792	4978	36885
		SGP (%)	-0,93	0,06	0,16
	2028	BAU	5266	5416	43483
		SGP (%)	-1,04	0,09	0,25

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Comme le montrent les résultats du tableau ci-dessus seule la Côte d'Ivoire est significativement touchée par l'imposition de restrictions au commerce par l'UE. Au terme du processus, la perte de recettes douanières (effet sur les importations de la Côte d'Ivoire) n'est pas substantielle mais le coût fiscal va s'alourdir quand on considère la baisse de recettes sur les taxes à l'exportation et l'ensemble de l'activité économiques (effets macroéconomiques). Ayant réduit ses exportations, la Côte d'Ivoire est contrainte également de réduire ses importations, en raison du bouclage macro-économique retenu dans le modèle qui implique qu'elle ne peut pas accroître son endettement international (la réduction était de 0,9% en 2009 et de 1,57% en 2024), et ce faisant les recettes douanières se réduisent également même si le pays ne modifie en aucune manière sa politique commerciale. Pour les deux autres pays, l'impact fiscal du SGP est négligeable et se situe en dessous de 1%. Si l'on regarde les recettes totales du gouvernement ivoirien, la réduction des recettes douanières se répercute sur les recettes totales mais l'impact n'est pas très prononcé. Il n'en reste pas moins qu'à l'horizon 2024 le déficit public s'est accru de 28 millions de dollars pour la Côte d'Ivoire et de 38 millions de dollars pour le Nigeria (voir plus loin).

## B. L'application de l'APE 1 et 2

### Pertes de recettes tarifaires

Si les États décidaient de mettre simultanément en œuvre un APE sans la garantie d'une neutralisation fiscale et en tenant compte de toute la discussion précédente relative à nos deux

scénarii APE1 et APE2, les pertes de recettes douanières seraient substantielles. Si le scénario APE 2 s'appliquait, la majorité des effets se feraient sentir à partir de 2014 et la réduction dans la barrière tarifaire se ferait sentir rapidement et avec grande ampleur.

**Tableau 18 Impacts des APE sur les recettes fiscales douanières (BAU : Régime de Cotonou)**

Années	Scénario												CEDEAO
2004	BAU												2434
2009	BAU												2727
	APE1VAL												2482
	APE1%												-8,99
	APE2VAL												2727
	APE2%												0
2014	BAU												3057
	APE1VAL												2439
	APE1%												-20,22
	APE2VAL												2698
	APE2%												-11,7
2019	BAU												3450
	APE1VAL												2627
	APE1%												-23,9
	APE2VAL												2634
	APE2%												-23,7
2024	BAU												3947
	APE1VAL												2886
	APE1%												-26,9
	APE2VAL												2902
	APE2%												-24,3
2028	BAU												4493
	APE1VAL												3152
	APE1%												-29,8
	APE2VAL												3181
	APE2%	-25,6	-16,9	-45,7	-27,6	-28,4	-29,4	-45,6	-23,4	-28,3	-36,3	-21,6	-29,2

Note : Les valeurs pour BAU, APE1VAL et APEVAL correspondent aux recettes fiscales en millions de dollars. Les variables APE1% et APE2% indiquent les variations de recettes fiscales par rapport au sentier de référence.

Au Tableau 18 nous reproduisons en valeur et en pourcentage d'écart par rapport au scénario du régime de Cotonou, les pertes fiscales encourues selon qu'on met en œuvre l'APE 1 ou l'APE 2. La mise en œuvre de l'APE 1 provoque dès 2009 des pertes importantes de recettes tarifaires pour le Mali (-15,1%), le Burkina Faso et le Sénégal (12 %). Les pertes de la Côte d'Ivoire et la Guinée sont moins importantes mais malgré tout substantielles. C'est le Bénin qui affiche les pertes les moins sévères car il est le pays le mieux protégé par la liste d'exclusion retenu dans cet exercice. On constate aussi que dès 2019 les scénarii 1 et 2 donnent des résultats quasi identiques puisqu'à partir de cette date, leurs différences se sont résorbées. Les pertes fiscales douanières se sont toutefois fortement accentuées : près de 37 % pour le Mali et le Burkina Faso, 28 % pour le Sénégal. Les pertes avoisinent les 20 %, et les dépassent légèrement pour les autres pays. En 2024 les pays les plus touchés auront perdu près de 40 % de leurs recettes fiscales douanières.

Tableau 18 (bis) Impacts des APE sur les recettes fiscales douanières (BAU : Régime SGP-TSA)

Années	Scénario												CEDEAO
2004	BAU												2434
2009	BAU												2727
	APE1VAL												2482
	APE1%												-8,99
	APE2VAL												2727
	APE2%												0
2014	BAU												3057
	APE1VAL												2439
	APE1%												-20,22
	APE2VAL												2698
	APE2%												-11,7
2019	BAU												3450
	APE1VAL												2627
	APE1%												-23,9
	APE2VAL												2634
	APE2%												-23,7
2024	BAU												3947
	APE1VAL												2886
	APE1%												-26,9
	APE2VAL												2902
	APE2%												-24,3
2028	BAU												4493
	APE1VAL												3152
	APE1%												-29,8
	APE2VAL												3181
	APE2%	-25,6	-16,9	-45,7	-27,6	-28,4	-29,4	-45,6	-23,4	-28,3	-36,3	-21,6	-29,2

Note : Les valeurs pour BAU, APE1VAL et APEVAL correspondent aux recettes fiscales en millions de dollars. Les variables APE1% et APE2% indiquent les variations de recettes fiscales par rapport au sentier de référence.

### Pertes de recettes totales

Lorsqu'on se penche sur les répercussions des baisses de recettes douanières sur les revenus totaux des gouvernements, les impacts semblent moins dramatiques en termes de pourcentage. En l'absence d'une politique fiscale active qui chercherait à compenser les pertes de recettes douanières par d'autres sources de revenu, le manque à gagner des gouvernements est toutefois important.

Il importe ici de souligner l'intérêt que représente la modélisation en équilibre général pour saisir les impacts de toute réforme fiscale sur les recettes publiques. En prenant en compte les effets directs et indirects d'une réforme, un MEGC devient un outil puissant d'évaluation des impacts totaux directs et indirects des réformes sur les équilibres budgétaires de l'État. Si, par exemple, un désarmement douanier crée une contraction de l'économie, les recettes gouvernementales se réduiront sous l'effet combiné d'une réduction des impôts directs des

ménages et des entreprises mais également suite à une baisse des recettes indirectes éventuelles (TVA).

Dans notre cas et en valeur absolue, ce manque à gagner représente des sommes substantielles. Il importe de noter qu'il s'agit, dans nos calculs, de pertes annuelles récurrentes qui s'agrandissent au fil du temps. Après que l'essentiel de la libéralisation ait eu lieu, et pour la seule année 2028, les pertes de revenu des gouvernements de l'ensemble de la région représente un montant de 2517 millions de dollars pour le scénario APE 2 et de 3369 millions de dollars selon la APE 1. L'écart entre les deux scénarios s'explique par un différentiel de croissance négatif entre l'APE 2 et l'APE 1 : le ralentissement de l'activité économique dans le scénario APE 1 se traduit par une perte de recettes fiscales pour les gouvernements (cf. évolution du PIB Tableau 22) et d'autre part comme l'APE 2 est mis en vigueur avec un délai de 4 ans il y a moins de pertes de revenus pour les gouvernements durant les premières années.

**Tableau 19 Impacts des APE sur les recettes fiscales totales (BAU=Cotonou)**

Scenario													CEDEAO
<b>2004</b>	<b>BAU</b>												<b>41708</b>
<b>2009</b>	<b>BAU</b>												46645
	APE1VAL												46331
	APE1%												-0,7
	APE2VAL												46641
	APE2%												0
<b>2014</b>	<b>BAU</b>												52201
	APE1VAL												51359
	APE1%												-1,6
	APE2VAL												51738
	APE2%												-0,9
<b>2019</b>	<b>BAU</b>												58754
	APE1VAL												57452
	APE1%												-2,2
	APE2VAL												57627
	APE2%												-1,9
<b>2024</b>	<b>BAU</b>												67134
	APE1VAL												65042
	APE1%												-3,1
	APE2VAL												65437
	APE2%												-2,5
<b>2028</b>	<b>BAU</b>												76556
	APE1VAL												73287
	APE1%												-4,3
	APE2VAL												74039
	APE2%	-2,3	-1,2	-6,2	-2,6	-4,2	-4,0	-4,1	-1,6	-3,8	-1,6	-1,8	-3,3

Note : Les valeurs pour BAU, APE1VAL et APE2VAL correspondent aux recettes fiscales en millions de dollars. Les variables APE1% et APE2% indiquent les variations de recettes fiscales par rapport au sentier de référence.

Tableau 19 (bis) Impacts des APE sur les recettes fiscales totales (BAU=SGP)

Scenario													CEDEAO
2004	BAU												41708
2009	BAU												46681
	APE1VAL												46293
	APE1%												-0,8
	APE2VAL												46604
	APE2%												-0,2
2014	BAU												52248
	APE1VAL												51313
	APE1%												-1,8
	APE2VAL												51693
	APE2%												-1,1
2019	BAU												58819
	APE1VAL												57387
	APE1%												-2,4
	APE2VAL												57562
	APE2%												-2,1
2024	BAU												67239
	APE1VAL												64936
	APE1%												-3,4
	APE2VAL												65331
	APE2%												-2,8
2028	BAU												76721
	APE1VAL												73123
	APE1%												-4,7
	APE2VAL												73875
	APE2%	-2,5	-1,2	-6,3	-1,6	-4,3	-4,5	-4,2	-1,6	-4,0	-2,5	-2,1	-3,7

Note : Les valeurs pour BAU, APE1VAL et APE2VAL correspondent aux recettes fiscales en millions de dollars. Les variables APE1% et APE2% indiquent les variations de recettes fiscales par rapport au sentier de référence.

### Effets sur le solde budgétaire

Qu'en est-il maintenant du solde budgétaire des États et de l'impact du désarmement tarifaire sur l'évolution des surplus ou des déficits courants des gouvernements de la région ? Tout d'abord il importe de souligner que tous les pays n'affichent pas le même déséquilibre dans leurs finances publiques et n'ont pas les mêmes marges de manœuvre fiscale. Dans le scénario de référence, nous postulons que la croissance économique va générer plus de richesses permettant aux États d'accroître leurs revenus toutes sources confondues au prorata des paramètres qui régissent leur politique fiscale. En d'autres mots si les taux de taxes observés exercent une ponction fiscale insuffisante sur le revenu des agents, l'augmentation de leurs revenus ne générera pas « proportionnellement » des revenus suffisants pour l'État. En outre, et comme nous postulons aussi une politique de dépenses publiques neutres, c.à.d. que les États continuent à offrir, en termes réel, la même quantité de services publics en proportion de leur PIB réel, les pays en déficit voient leurs déficits s'accroître et les pays en surplus suivent une tendance contraire. Les États en déficit ou en surplus chroniques resteront donc dans la même situation. Ce qui importe toutefois, dans le cadre de



notre analyse, n'est pas tant l'évolution de ce déficit ou de surplus dans le scénario de base mais bien plutôt son évolution suite à la mise en œuvre d'un APE. On trouvera dans le Tableau 20 les impacts de nos scénarii en pourcentage du PIB

**Tableau 20 Effets des APE sur le solde budgétaire**

	Scénario	AAFO	BEN	BUR	COT	GHA	GUI	MAL	NG	NGA	SEN	TOG
<b>2009</b>	Variation APE1, Mios USD	-14	-2	-6	-16	-27	-5	-8	-3	-29	-12	-2
	Variation APE1, % PIB	-0,35	-0,05	-0,11	-0,10	-0,30	-0,12	-0,16	-0,10	-0,04	-0,15	-0,11
	Variation APE2, Mios USD	0	0	0	1	-2	0	0	0	1	0	0
	Variation APE2, % PIB	0,00	0,00	0,00	0,01	-0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>2014</b>	Variation APE1, Mios USD	-25	-6	-19	-38	-78	-11	-23	-7	-143	-29	-5
	Variation APE1, % PIB	-0,54	-0,12	-0,30	-0,23	-0,81	-0,26	-0,39	-0,24	-0,19	-0,32	-0,22
	Variation APE2, Mios USD	-18	-4	-10	-23	-47	-7	-13	-4	-46	-18	-3
	Variation APE2, % PIB	-0,39	-0,08	-0,15	-0,14	-0,49	-0,15	-0,23	-0,13	-0,06	-0,20	-0,14
<b>2019</b>	Variation APE1, Mios USD	-35	-9	-28	-56	-126	-16	-35	-12	-354	-39	-8
	Variation APE1, % PIB	-0,66	-0,15	-0,38	-0,30	-1,19	-0,34	-0,52	-0,32	-0,42	-0,40	-0,29
	Variation APE2, Mios USD	-31	-9	-27	-51	-119	-15	-32	-10	-211	-38	-7
	Variation APE2, % PIB	-0,59	-0,15	-0,36	-0,27	-1,12	-0,31	-0,47	-0,28	-0,25	-0,38	-0,26
<b>2024</b>	Variation APE1, Mios USD	-48	-12	-40	-79	-168	-22	-52	-19	-860	-52	-11
	Variation APE1, % PIB	-0,79	-0,19	-0,47	-0,38	-1,44	-0,43	-0,66	-0,43	-0,89	-0,48	-0,38
	Variation APE2, Mios USD	-43	-12	-38	-73	-158	-21	-47	-17	-524	-51	-10
	Variation APE2, % PIB	-0,71	-0,18	-0,45	-0,35	-1,36	-0,39	-0,60	-0,37	-0,54	-0,47	-0,34

Les pertes fiscales nettes pour les gouvernements varient entre à 0,34 % du PIB (Togo) et 1,36% (Ghana) du PIB.

### 3. Impacts sur la croissance, l'investissement et la consommation

Nous sommes maintenant en mesure de regarder les conséquences des divers scénarii sur la croissance, l'investissement et la consommation des ménages. Nous analyserons d'abord l'imposition du SGP pour la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria et ensuite les APE 1 et 2. Nous comparerons nos résultats avec le régime de Cotonou et celui du SGP-TSA.

#### A. L'application du SGP

Comme on pouvait s'y attendre à la lecture des résultats précédents, le Nigeria et le Ghana ne sont que très peu affectés au niveau agrégé par la non signature d'un APE avec l'UE. Seule la Côte d'Ivoire est négativement affectée avec un niveau du PIB réel et de la consommation qui est en baisse par rapport au scénario de référence (Tableau 21). Cet impact négatif est surtout ressenti du côté de l'investissement qui en 2028 par exemple serait approximativement 1,72 % plus bas que le régime de Cotonou. La consommation réelle subit également une baisse dont l'ampleur s'accroît avec le temps. De 0,28% en 2009 cette baisse atteint 0,69% en 2029.

**Tableau 21 Impacts du SGP sur la croissance, la consommation et l'investissement réels (en % de variation par rapport au régime de Cotonou)**

Année	Variable	COT	GHA	NGA
2009	PIB réel	-0,02	0	0
	Consommation réelle des ménages	-0,28	-0,08	0,01
	Investissement privé en volume	-0,72	0,45	0,09
2014	PIB réel	-0,1	0,03	0,02
	Consommation réelle des ménages	-0,37	-0,07	0,02
	Investissement privé en volume	-1	0,71	0,2
2019	PIB réel	-0,21	0,08	0,05
	Consommation réelle des ménages	-0,47	-0,04	0,04
	Investissement privé en volume	-1,27	0,99	0,38
2024	PIB réel	-0,33	0,15	0,12
	Consommation réelle des ménages	-0,58	-0,01	0,07
	Investissement privé en volume	-1,51	1,24	0,59
2028	PIB réel	-0,47	0,23	0,23
	Consommation réelle des ménages	-0,69	0,03	0,12
	Investissement privé en volume	-1,72	1,46	0,78

#### B. L'application de l'APE 1 et 2

Du point de vue de la croissance, nos scénarios APE ne conduisent pas à une accélération de la croissance si on la compare au statut quo que constitue le régime de Cotonou. Au contraire, Le PIB réel est toujours inférieur à son niveau de référence pour toutes les années de la simulation.

Tableau 22 Effets des APE sur le PIB réel et la Consommation des ménages (BAU = Cotonou)

An.	Var.	Scénarii											TOG
2004	PIB réel	BAU											1832
	Conso	BAU											1531
2009	PIB réel	BAU											2101
		APE1(%)											-0,01
		APE2(%)											0
	Conso	BAU											1752
		APE1(%)											-0,04
		APE2(%)											-0,01
2014	PIB réel	BAU											2389
		APE1(%)											-0,08
		APE2(%)											-0,01
	Conso	BAU											1985
		APE1(%)											-0,15
		APE2(%)											-0,06
2019	PIB réel	BAU											2702
		APE1(%)											-0,21
		APE2(%)											-0,12
	Conso	BAU											2232
		APE1(%)											-0,24
		APE2(%)											-0,19
2024	PIB réel	BAU											3044
		APE1(%)											-0,37
		APE2(%)											-0,27
	Conso	BAU											2494
		APE1(%)											-0,34
		APE2(%)											-0,28
2028	PIB réel	BAU											3354
		APE1(%)											-0,52
		APE2(%)											-0,41
	Conso,	BAU											2727
		APE1(%)											-0,44
		APE2(%)	-0.15	-0.01	-0.18	0.00	-0.20	-0.31	-0.35	-0.26	-0.58	0.38	-0.37

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Certes les effets sont faibles mais ils deviennent plus significatifs en fin de période pour le Nigeria -3,13 % sous l'APE 1 de même que pour le Ghana -1,67%. Ils sont aussi significatifs pour le Mali et la Guinée avec des baisses supérieures à 1 %.

La consommation des ménages semblent bénéficier des APE puisque les effets sont généralement positifs au début du processus de libéralisation : la baisse du prix des biens de consommation permet aux ménages d'accroître leur volume de consommation. Par la suite, les effets de l'accord sur l'activité économique (PIB, dépenses publiques) se font sentir et, en 2024, la consommation des ménages est négativement affectée. Il faut noter toutefois que les pourcentages calculés sont extrêmement faibles et on ne peut décemment tirer des conclusions claires de ce type d'information.

Quels sont les impacts de la mise en œuvre des APE lorsqu'on prend pour comparaison le scénario SGP-TSA AGP comme scénario de référence ? Nos calculs sont reproduits au Tableau 22 (bis).

**Tableau 22 (bis) Effets des APE sur le PIB réel et la Consommation des ménages (BAU = SGP)**

An.	Var.	Scénarii											TOG
2004	PIB réel	BAU											1832
	Conso	BAU											1531
2009	PIB réel	BAU											2101
		APE1(%)											-0,02
		APE2(%)											-0,01
	Conso	BAU											1753
		APE1(%)											-0,1
		APE2(%)											-0,07
2014	PIB réel	BAU											2391
		APE1(%)											-0,12
		APE2(%)											-0,05
	Conso	BAU											2101
		APE1(%)											-0,02
		APE2(%)											-0,01
2019	PIB réel	BAU											2704
		APE1(%)											-0,30
		APE2(%)											-0,21
	Conso	BAU											2234
		APE1(%)											-0,36
		APE2(%)											-0,31
2024	PIB réel	BAU											3049
		APE1(%)											-0,50
		APE2(%)											-0,40
	Conso	BAU											2498
		APE1(%)											-0,49
		APE2(%)											-0,43
2028	PIB réel	BAU											3360
		APE1(%)											-0,70
		APE2(%)											-0,59
	Conso,	BAU											2732
		APE1(%)											-0,62
		APE2(%)	-0,26	-0,06	-0,26	0,67	-0,22	-0,51	-0,42	-0,30	-0,70	-0,08	-0,55

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Comme on le constate les résultats sont très semblables à l'exception de ceux de la Côte d'Ivoire puisque c'est le seul pays qui semble profiter plus que les autres de la mise en œuvre des APE. Toutefois les chiffres peuvent ici prêter à illusion car l'essentiel des gains dont bénéficie la Côte d'Ivoire proviennent de la non-mise en œuvre de la SGP qui aurait entraîné des pénalités importantes sur sa croissance. En effet comme nous l'avons montré dans une section précédente la Côte d'Ivoire souffrirait fortement de l'annulation des accords de Cotonou et son remplacement par le SGP. Comme on l'a vu avec le Tableau 22 les APE entraînent pour l'économie ivoirienne des effets négatifs d'amplitudes semblables sur la croissance du PIB.

D'une manière générale, on peut donc soutenir que la détérioration des termes de l'échange liée aux diversions de commerce d'une part, et à la dépréciation réelle des monnaies nécessaires pour maintenir l'équilibre extérieur, entraînent l'appauvrissement réel des économies de la zone. Cependant, les effets négatifs sur le PIB sont essentiellement dus aux effets induits de la libéralisation sur l'investissement. Les pertes fiscales supportées par le gouvernement l'obligent à se procurer de nouvelles ressources pour soutenir son niveau de dépenses publiques. Comme nous le verrons plus loin dans les scénarios avec neutralisation budgétaire si l'on peut éviter que le besoin de fonds publics vienne grever l'épargne domestique disponible, on pourra sans doute éviter la plus grande partie de ses retombées négatives sur l'investissement national privé. Cette baisse de l'investissement productif se révèle coûteux en termes de croissance à long terme et elle est directement liée au fait que nous n'envisageons pour le moment ni neutralisation financière externe par une tierce partie, ni une modification de la fiscalité intérieure, ni un recours à l'endettement extérieur. La mise en place de mécanisme de compensation des pertes fiscales (réforme fiscale, transferts compensatoires en provenance de l'étranger, accès facilités au marché des capitaux internationaux) est donc primordiale pour assurer le succès des accords de partenariat économique.

Ce mécanisme d'éviction est particulièrement bien illustré lorsqu'on examine les impacts des APE sur l'investissement. (Tableau 23).

**Tableau 23 Evolution de l'investissement en volume suite aux APE (BAU = Cotonou)**

Année	Scénarii										TOG
2004	BAU										262
2009	BAU										307
	APE1(%)										-0,70
	APE2(%)										-0,06
2014	BAU										362
	APE1(%)										-1,61
	APE2(%)										-0,91
2019	BAU										431
	APE1(%)										-2,16
	APE2(%)										-1,84
2024	BAU										515
	APE1(%)										-2,67
	APE2(%)										-2,34
2028	BAU										596
	APE1(%)										-3,08
	APE2(%)	-0,85	-5,08	-2,28	-10,94	-6,83	-5,41	-2,40	-6,95	-1,51	-2,75

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

On constate en effet que tous les pays de la CEDEAO supportent des baisses assez sensibles de l'investissement. Ces baisses se font évidemment sentir lorsque le désarmement douanier aura été quasi entièrement complété c.à.d. à partir de 2019 et 2024. Avant cette date, en 2014 par

exemple, les baisses sont beaucoup moins fortes -2,35% pour la Guinée et -2,30 % pour le Mali. Pour le Ghana et le Nigeria, l'image est beaucoup plus contrastée. L'impact négatif sur le volume d'investissements est bien plus prononcé. Au Ghana la réduction des investissements est de l'ordre de 8% en 2019 et monte à 12% en 2028. Au Nigeria la situation n'est pas plus enviable. En 2019 les investissements se réduisent de près de 6% alors qu'en 2028 la réduction est de presque 12%.

Si on souhaite comparer les APE avec le scénario SGP-TSA on obtient les résultats suivants (Tableau 23 bis)

**Tableau 23 bis Evolution de l'investissement en volume suite aux APE (BAU = SGP)**

Année	Scénarii											TOG
2004	BAU											262
2009	BAU											309
	APE1(%)											-1,16
	APE2(%)											-0,52
2014	BAU											365
	APE1(%)											-2,20
	APE2(%)											-1,50
2019	BAU											435
	APE1(%)											-2,88
	APE2(%)											-2,56
2024	BAU											520
	APE1(%)											-3,51
	APE2(%)											-3,18
2028	BAU											601
	APE1(%)											-4,01
	APE2(%)	-5,11	-1,03	-5,51	-0,60	-12,36	-8,09	-5,69	-2,49	-7,70	-3,10	-3,68

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Pour faciliter la comparaison nous avons repris les données comparatives des trois pays concernés par le SGP-TSA même si nous savons qu'avec notre modèle multi pays tous les pays seront affectés par le SGP-TSA même si le SGP ne s'applique qu'à certains d'entre eux.

**Tableau 24 Comparaison des investissements suite aux APE en fonction des deux scénarios de base : le régime de Cotonou et le régime SGP-TSA**

Années	Scénarii						NGA(bis)
2004	BAU						5918
2009	BAU						6508
	APE1						-0,72
	APE2						-0,10
2014	BAU						7608
	APE1						-2,89
	APE2						-0,99
2019	BAU						9622
	APE1						-6,03
	APE2						-3,36
2024	BAU						14265
	APE1						-9,93
	APE2						-5,81
2028	BAU						22004
	APE1						-12,82
	APE2	-2,28	-0,60	-10,94	-12,36	-6,95	-7,70

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Cette comparaison illustre bien un phénomène que nous avons déjà constaté précédemment dans le cas de la Côte d'Ivoire. La relativement bonne performance de ce pays en matière d'investissement provient principalement du fait qu'on compare les APE avec le régime qui lui était le plus défavorable soit l'application de SGP par l'UE. Pour les autres pays la réduction des investissements est tout à fait comparable qu'elle que soit le point de comparaison sur lequel nous nous appuyons.

#### 4. Impact fiscal net et financement externe.

Comme tout lecteur attentif l'aura noté, nos résultats dépendent crucialement de deux hypothèses de bouclage du modèle : la première porte sur la non neutralisation des pertes de recettes fiscales des gouvernements par des réformes de la fiscalité intérieure et la deuxième est relative à l'hypothèse de financement des déséquilibres éventuels de la balance des paiements.

En ce qui concerne la balance des paiements, nous avons postulé que la position extérieure de chaque pays ne pouvait se détériorer suite à la mise en œuvre de l'un ou l'autre des scénarios de libéralisation commerciale. Cette hypothèse nous paraît la seule acceptable au plan méthodologique car tout autre bouclage génère automatiquement des situations de « free lunch » (pour reprendre une expression anglaise). En effet si les états ont la liberté de s'endetter sans coûts et sans limites sur les marchés étrangers (via un accroissement du déficit des opérations courantes), la politique rationnelle est celle de l'endettement maximum qui permet à la consommation privée, aux dépenses publiques et à l'investissement de se financer par emprunt extérieur. Il nous paraît évident que ce genre de politique est insoutenable à long terme et qu'il y a lieu d'évaluer les différents scénarios d'ouverture commerciale sous contrainte d'un endettement non croissant par rapport à la capacité de payer des différents états<sup>13</sup>. Nous avons donc choisi de ne pas permettre aux États de financer l'accroissement des importations consécutives à une réduction des taxes douanières par un accroissement du déficit externe.

Cela signifie-t-il que nous écartions tout recours à du financement externe ? Non bien entendu puisqu'il est bien possible, de concevoir un mécanisme de démembrement tarifaire qui soit couplé avec une neutralisation des effets fiscaux par des transferts provenant de l'étranger. C'est d'ailleurs l'objectif des négociations actuelles d'examiner les solutions pour couvrir les besoins nets de financement « l'impact fiscal net » des administrations publiques. A cet égard il importe, dès le point de départ, de souligner que les besoins de financement ne correspondent évidemment pas aux pertes de recettes fiscales auxquelles nous avons fait allusion dans les paragraphes précédents. En effet l'absence d'un mécanisme de neutralisation fiscale conduit à un double mécanisme cumulatif. D'une part, la réduction des droits de douanes entraîne une réduction des rentrées fiscales, et d'autre part l'impact négatif du déficit budgétaire sur les

<sup>13</sup> Bien que les auteurs du rapport sur le Mali ne sont pas très explicites sur cette question. Il semble bien que les impacts positifs de la libéralisation commerciale dans le cadre des APE sur l'investissement et la croissance proviennent essentiellement d'une détérioration de la position extérieure. En d'autres mots l'accroissement des investissements générateurs de croissance est rendu possible grâce au recours aux marchés étrangers. En soi ce choix serait légitime si le modèle, et les calculs des auteurs, prenaient en compte dans sa version dynamique l'augmentation que fait peser la dette extérieure sur l'équilibre du budget. Malheureusement ce n'est pas le cas et lorsqu'on connaît le poids que fait peser à long terme une augmentation de la charge de la dette publique sur les finances des états on ne peut que rejeter les conclusions des auteurs.



investissements entraîne une réduction de la croissance et donc des recettes gouvernementales toutes sources confondues.

On constatera dans les pages qui suivent que la mise en œuvre d'un mécanisme de neutralisation fiscale par le biais d'un transfert direct externe au profit des états exercera un effet positif sur l'ensemble de l'économie venant atténuer ainsi le mécanisme d'éviction mis en lumière dans les pages précédentes. D'une façon générale on peut affirmer qu'un transfert en provenance de l'étranger s'il conduit à une réduction de la ponction de l'état sur l'épargne nationale va nécessairement favoriser l'investissement et la croissance à long terme. En ce sens c'est bien plus le transfert qui est générateur de croissance que la libéralisation des échanges.

Notons qu'il ne sera pas question dans ce rapport d'évaluer les autres mesures de neutralisation qui seraient pensables pour atténuer la baisse des recettes budgétaires des États. Une réforme de la TVA, un élargissement de son assiette, une modification de la fiscalité des particuliers et des entreprises ou toute autre mesure de politique fiscale intérieure est bien sûr concevable et c'est peut-être dans cette direction qu'une solution peut être trouvée. Nous nous limitons donc à décrire comment mesurer l'impact fiscal net et à examiner les conséquences de sa neutralisation.

#### A. Comment mesurer « l'impact fiscal net » ?

On se souviendra que les revenus du gouvernement proviennent des impôts sur les revenus des ménages et des entreprises et des transferts payés par les ménages et les firmes au gouvernement.. Il reçoit aussi des recettes de taxes indirectes intérieures et des droits de douanes sur importations. Il peut également, selon les spécificités du pays concerné, encaisser des taxes à la production, des taxes sur les exportations et des transferts reçus du reste du monde, la variable  $TZG_{r,z,t}$ .

On obtient l'équation suivante :

$$YG_{r,t} = DTH_{r,t} + THG_{r,t} + DTF_{r,t} + TFG_{r,t} + TIND_{r,t} + TIM_{r,t} + TIP_{r,t} + TIE_{r,t} + e_{r,t} \sum_z TZG_{r,z,t} \\ \lambda_r^G \cdot \sum_{tr} [PK_{tr,r,t} \cdot K_{tr,r,t}]$$

dans laquelle

$YG_{r,t}$  : Revenu du gouvernement du pays  $r$  à la période  $t$

$DTH_{r,t}$  : Impôts directs payés par les ménages du pays  $r$  à la période  $t$

$THG_{r,t}$  : Transferts des ménages au gouvernement pour le pays  $r$  à la période  $t$

- $DTF_{r,t}$  : Impôts directs payés par les firmes du pays  $r$  à la période  $t$
- $TFG_{r,t}$  : Transferts des firmes au gouvernement pour le pays  $r$  à la période  $t$
- $TIND_{r,t}$  : Recettes provenant des taxes indirectes pour le pays  $r$  à la période  $t$
- $TIM_{r,t}$  : Recettes provenant des tarifs douaniers pour le pays  $r$  à la période  $t$
- $TIP_{r,t}$  : Recettes provenant des taxes à la production pour le pays  $r$  à la période  $t$
- $TIE_{r,t}$  : Recettes provenant des taxes à l'exportation pour le pays  $r$  à la période  $t$
- $TZG_{r,z,t}$  : Transferts du pays  $z$  au gouvernement du pays  $r$  à la période  $t$ .

Pour saisir les impacts globaux sur les revenus du gouvernement de la mise en œuvre d'une politique, en prenant en considération la totalité des interactions (effets d'interdépendance et de rétroaction) dans l'économie, il faut mesurer l'écart de revenu subit par les gouvernements par rapport aux revenus qu'ils auraient encaissés en l'absence de ces mesures. Dans un contexte dynamique et lorsque les mesures de démantèlement tarifaire sont mises en œuvre à des rythmes différents pour des produits différents, il faut calculer la perte de recettes fiscales pour chacune des années de l'horizon par rapport à ce qu'elles auraient été sans ce démantèlement. Pour le faire nous avons donc tout d'abord calculé ce qu'auraient été les revenus de chaque état dans le scénario de base. Ensuite, et dans la simulation du démantèlement tarifaire nous avons postulé que les revenus des gouvernements devaient au moins être égaux à ceux du scénario de base, laissant à la variable  $TZG$ , soit les transferts en provenance de l'étranger s'ajuster afin de maintenir ces revenus constants. Comme le transfert reçu par le gouvernement du pays  $z$  peut provenir du pays  $r$ , nous avons postulé que le transfert compensatoire provenait uniquement de l'UE laissant les autres sources de transferts évolués selon le scénario de base. Ces transferts agissent donc comme des appuis budgétaires directs aux gouvernements, ils viennent donc neutraliser les pertes de recettes fiscales globales sans toutefois être neutre sur le déficit budgétaire. Pour s'en convaincre il suffit d'examiner l'équation suivante :

$$SG_{r,t} = YG_{r,t} - \sum_{ntr} PC_{ntr,r,t} \cdot G_{ntr,r,t} - PINDEX_{r,t} \cdot (TGH_{r,t} + TGF_{r,t}) - e_{r,t} \sum_z TGZ_{z,r,t}$$

Dans laquelle

$SG_{r,t}$  : Épargne du gouvernement du pays  $r$  à la période  $t$

$PC_{ntr,r,t}$  : Prix à la consommation du produit  $ntr$  au pays  $r$  à la période  $t$

$G_{ntr,r,t}$  : Consommation (volume) du gouvernement en produit  $ntr$  au pays  $r$  à la période  $t$

$TGH_{r,t}$  : Transferts publics aux ménages pour le pays  $r$  à la période  $t$

$TGF_{r,t}$  : Transferts publics aux firmes pour le pays  $r$  à la période  $t$

$TGZ_{z,r,t}$  : Transferts du gouvernement du pays  $r$  au pays  $z$  à la période  $t$ .

On constate donc que même si les revenus des divers gouvernements et les dépenses publiques sont maintenus à leur niveau du scénario de base, le solde budgétaire va subir l'influence de l'évolution des prix. Une baisse des ceux-ci (Pindex ou PC) va réduire la valeur nominal des transferts aux ménages et aux entreprises et réduire le coût de production des services publics. Une baisse des prix devrait donc avoir un effet positif sur la réduction du déficit public éventuel.

Quelle est la conséquence de cet appui budgétaire sur la balance des paiements et les relations avec le Reste du Monde? Pour le savoir il suffit de se reporter à la définition de la balance courante. Elle est égale à une simple somme de tous les éléments de cette balance à savoir : les importations, les exportations et les transferts reçus et versés à l'étranger et le partage des profits des entreprises avec l'étranger.

$$BCT_{r,t} = \sum_z \left\{ \left( \sum_{tr} PWM_{tr,z,r,t} \cdot IM_{tr,z,r,t} \right) + \frac{1}{e_{r,t}} \left( \lambda_{z,r}^Z \sum_{tr} PK_{tr,r,t} \cdot K_{tr,r,t} + DIV_{z,r,t}^Z + THZ_{z,r,t} \right) \right. \\ \left. + TGZ_{z,r,t} - \left( \sum_{tr} PWE_{tr,r,z,t} \cdot EX_{tr,r,z,t} \right) - TZH_{r,z,t} - TZF_{r,z,t} - TZG_{r,z,t} \right\}$$

Afin d'éviter la possibilité pour les pays de vivre au delà de leurs moyens en s'endettant à l'étranger nous postulons en outre qu'en dynamique la Balance courante doit rester une proportion constante du PIB.

$$\frac{e_{r,t} \cdot BCT_{r,z,t}}{PIB_{r,t}} = \frac{e_r^0 \cdot BCT_{r,z}^0}{PIB_r^0}$$

On voit donc que la neutralisation fiscale en provenance de l'extérieur va contribuer directement à l'atteinte de l'équilibre externe tel que définit par l'équation ci-dessus. Une baisse des droits de douane sur les produits en provenance de l'UE va indubitablement augmenter les importations et réduire les recettes douanières. Si, suite à cette politique, notre mesure de « l'impact fiscal net » est négatif cela entraînera des transferts positifs en provenance de l'UE. Ces transferts vont, en quelque sorte, contribuer au financement des importations accrues. L'effort d'exportation et la dépréciation du taux de change réel seront donc moins importants qu'en l'absence de neutralisation fiscale.

### **B. La neutralisation fiscale sous les scénarios APE 1 et APE 2**

#### *1. Evaluation de « l'impact fiscal net » ou des besoins de financement sous les régimes APE 1 et APE 2.*

On trouvera dans le Tableau 25 nos évaluations des transferts nécessaires pour permettre aux gouvernements de maintenir leurs revenus aux niveaux qu'ils auraient atteints sans désarmement tarifaire. Au total les transferts annuels pour l'ensemble de la région devraient être de l'ordre de 250 Millions de \$ US dès la première année de la libéralisation commerciale (2009) et s'accroître pour se situer au niveau de 500 Millions par année lorsque l'essentiel du désarmement tarifaire aura été effectué selon le scénario APE 1. À l'exception du Nigeria qui affiche un comportement atypique avec une baisse de ses besoins financiers vers la fin de la période, tous les autres pays ont besoin d'une neutralisation fiscale pour maintenir le niveau de leurs revenus. Si l'on compare le scénario APE 2 et APE 1 on constate que les besoins financiers commencent évidemment beaucoup plus tard (à partir de 2014) et que les montants impliqués (à l'exclusion du Nigeria) s'élèvent à 187 Millions en 2014 pour se situer autour de 476 Millions en 2024. (Tableau 25)

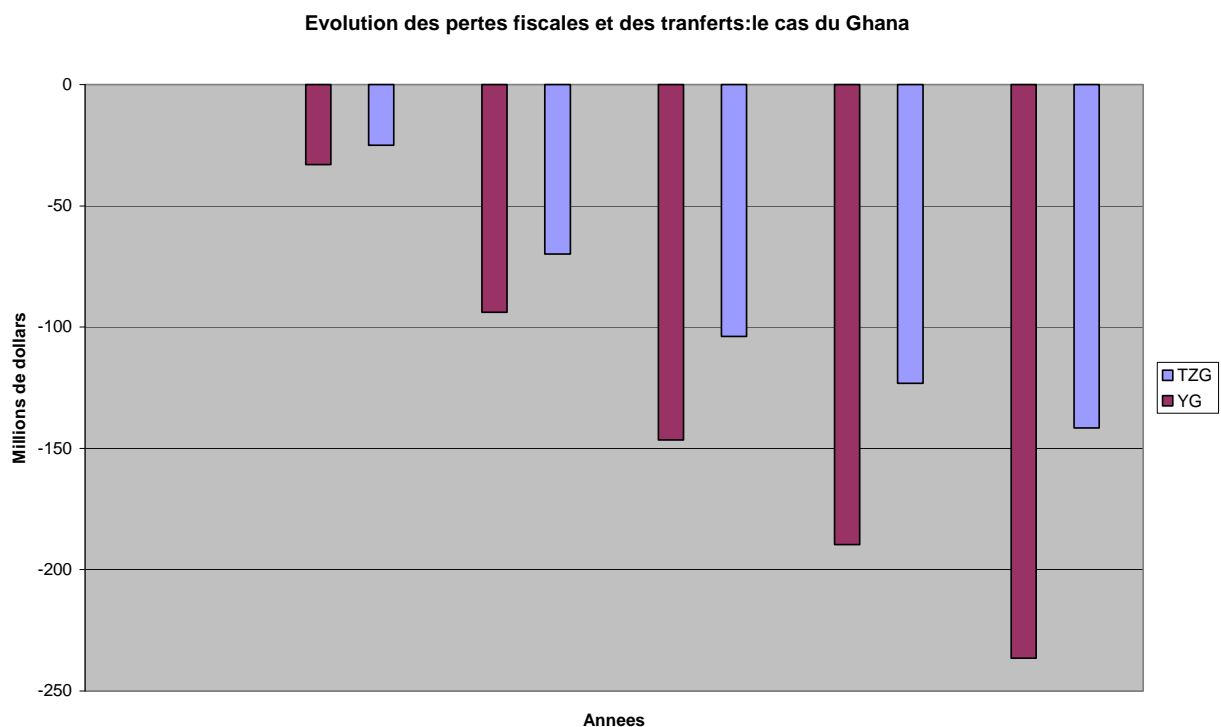
Tableau 25 Impacts fiscal net des APE (BAU= Cotonou)

Années	AAFO		BEN		BUR		COT		GHA		GUI		MAL		NG		NGA		SEN		TOG		Total annuel		Total h NGA	
	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2	APE1	APE-2
2008	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	2,2	2,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,5	0,5	1,2	1,2	0,2	0,2	4,5	4,5	4,0	4,0
2009	13,2	0,1	4,1	0,1	9,6	0,1	21,8	0,0	25,1	2,3	5,3	0,1	9,6	0,1	2,0	0,0	133,8	0,5	25,4	1,2	4,0	0,2	253,8	4,6	120,0	4,1
2010	13,6	0,1	4,2	0,1	9,8	0,1	22,1	0,0	25,7	2,4	5,4	0,1	9,8	0,1	2,1	0,1	127,2	0,5	26,1	1,3	4,1	0,2	250,1	4,8	122,8	4,3
2011	14,0	0,1	4,2	0,1	10,1	0,1	22,3	0,0	26,3	2,5	5,5	0,1	10,0	0,1	2,2	0,1	119,8	0,5	26,9	1,3	4,2	0,2	245,4	4,9	125,7	4,4
2012	17,7	0,1	6,9	0,1	19,9	0,1	36,3	0,0	45,8	2,6	9,7	0,1	16,7	0,1	3,7	0,1	246,4	0,5	41,4	1,4	6,4	0,2	450,9	5,1	204,5	4,6
2013	18,2	0,1	7,0	0,1	20,4	0,1	36,8	0,0	46,9	2,7	9,9	0,1	17,0	0,1	3,9	0,1	231,2	0,5	42,6	1,4	6,6	0,2	440,4	5,3	209,2	4,7
2014	21,0	17,0	9,9	6,9	27,1	15,2	48,1	32,6	69,9	43,6	12,1	7,4	22,7	15,4	5,3	3,2	275,9	185,8	57,4	39,6	8,5	6,0	557,9	372,7	282,0	186,9
2015	21,6	17,9	10,0	7,5	27,7	17,0	48,9	34,8	71,5	48,5	12,4	7,9	23,2	16,5	5,5	3,7	254,2	194,4	58,6	42,9	8,7	6,5	542,3	397,6	288,2	203,2
2016	22,2	18,4	10,2	7,7	28,4	17,4	49,7	35,3	73,1	49,7	12,7	8,1	23,6	16,8	5,8	3,9	230,0	184,3	59,8	43,8	8,9	6,6	524,4	392,0	294,4	207,7
2017	22,9	23,0	10,5	11,0	29,3	30,3	51,1	52,4	75,2	75,4	13,0	13,0	24,3	25,5	6,0	6,0	205,6	334,5	61,6	61,4	9,2	9,4	508,6	641,9	303,1	307,4
2018	25,6	25,7	12,7	13,3	34,9	35,9	60,5	61,8	101,7	102,2	15,4	15,3	28,7	30,0	7,1	7,1	226,5	366,4	72,7	72,6	10,6	10,9	596,5	741,2	370,0	374,8
2019	26,5	26,6	12,8	13,4	35,7	36,8	61,6	63,0	103,9	104,5	15,7	15,7	29,3	30,7	7,4	7,4	193,4	345,2	74,9	74,8	10,8	11,1	572,0	729,1	378,5	383,9
2020	27,5	27,6	13,1	13,7	36,8	37,9	63,3	64,6	106,6	107,5	16,1	16,1	30,1	31,5	7,7	7,7	157,0	321,7	77,0	77,0	11,1	11,4	546,2	716,7	389,2	395,1
2021	28,3	28,5	13,3	13,9	37,5	38,7	64,5	65,9	108,8	109,9	16,4	16,5	30,7	32,2	8,0	8,0	114,2	292,8	78,4	78,5	11,4	11,6	511,7	696,5	397,4	403,8
2022	31,2	31,5	15,5	16,1	43,2	44,4	74,0	75,5	117,7	119,1	18,7	18,7	35,1	36,6	9,1	9,2	111,8	305,0	89,3	89,4	12,7	12,9	558,2	758,3	446,5	453,3
2023	32,3	32,6	15,9	16,5	44,4	45,7	76,1	77,5	120,7	122,3	19,1	19,1	36,0	37,6	9,5	9,6	62,8	272,0	91,6	91,9	13,0	13,3	521,4	738,0	458,6	466,0
2024	33,1	33,4	16,0	16,6	45,5	46,8	77,6	79,0	123,1	124,9	19,5	19,6	36,4	38,1	9,9	10,1	6,8	233,2	94,1	94,4	13,3	13,6	475,4	709,6	468,6	476,4
Total	369,0	282,4	166,3	137,0	460,2	366,4	814,7	642,4	1244,3	1022,2	206,9	157,90	383,2	311,4	95,3	76,3	2697,2	3038,5	979,0	774,2	143,6	100,7	7559,8	6922,9	4862,6	3884,4

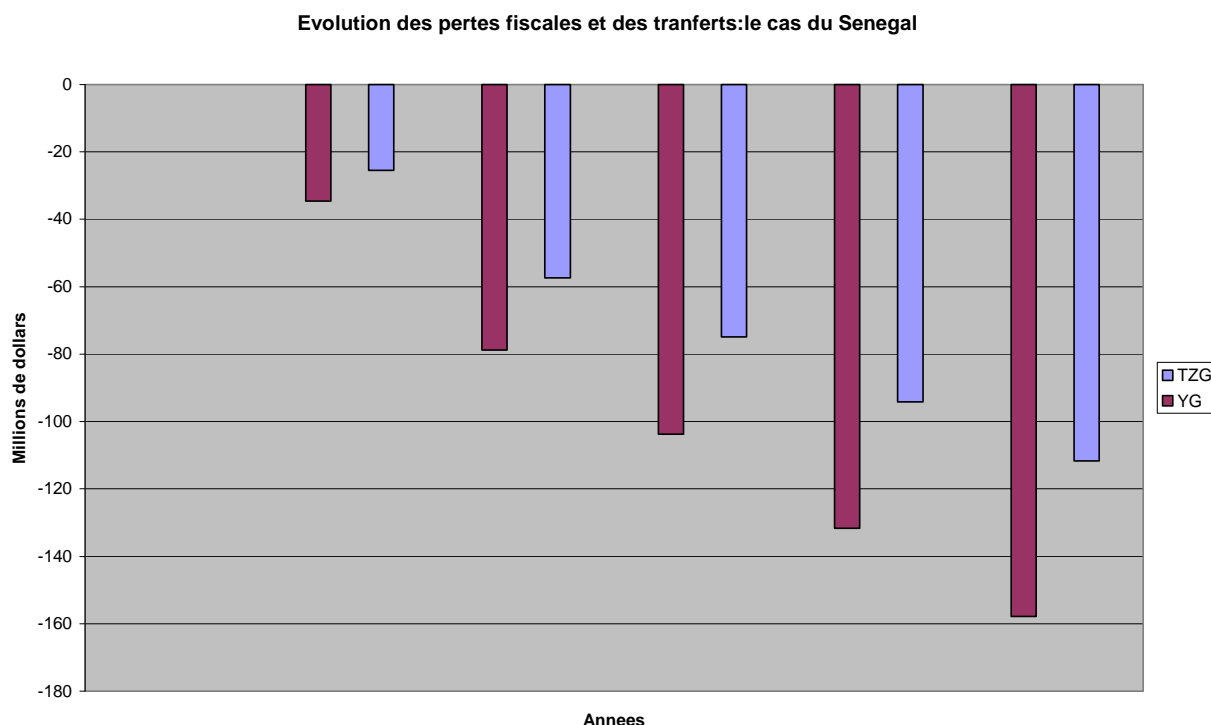


Nos résultats ne sont évidemment pas surprenants si on les compare aux pertes de revenu enregistrées par les gouvernements lorsqu'il n'y a pas de neutralisation fiscale (Voir nos résultats présentés au Tableau 19). Comme on le voit dans les graphiques suivants qui représentent les cas du Ghana et du Sénégal, les besoins financiers des gouvernements sont beaucoup moins importants dans un scénario avec neutralisation. Les transferts nécessaires pour équilibrer les budgets publics sont en général de l'ordre de 20% inférieurs aux pertes de recettes gouvernementales générés en l'absence de mécanisme de neutralisation. On comprend donc toute l'importance que représentent ces transferts pour l'équilibre des dépenses publiques d'une part mais aussi sur les investissements et la croissance économique d'autre part.

**Graphique 5 Pertes fiscales et transferts. Cas du Ghana.**



Graphique 6 Pertes fiscales et transferts. Cas du Sénégal.



## 2. Impacts sur l'investissement

Quelles sont maintenant les conséquences macro-économiques d'un accord de partenariat économique qui contiendraient une neutralisation totale des pertes de revenus des divers gouvernements. ? Pour le montrer examinons les données sur l'investissement (Tableau 26) qui doivent être comparées à celles du Tableau 23.

On constate que la neutralisation fiscale a des effets extrêmement positifs sur la performance à l'investissement des différents pays. Pour le Burkina Faso par exemple le niveau des investissements est supérieur de 2,8% à celui du scénario de base dès 2014 et il est croissant pendant toute la période pour se situer à 5,5% en 2028. On constate aussi que tous les pays profitent des ressources supplémentaires obtenues de l'étranger et les augmentations sont tout à fait substantielles pour la majorité d'entre eux : Ghana +4,8%, Sénégal +4,3%, Mali +2,9 % en 2028. Dans tous les cas il y a une accélération de l'augmentation de l'investissement au cours du temps. Même pour les pays comme la Côte d'Ivoire où l'augmentation des investissements est plus faible (+1,9% en 2028) on obtient des hausses plus marquées au fil du temps. On constate aussi que, puisque le scénario APE 2, fait démarrer le processus de neutralisation beaucoup plus tard l'accélération constatée dans le rythme des investissements est plus lent pour se situer à un demi-point de pourcentage plus bas à la fin de la période.



Tableau 26 Evolution de l'investissement en volume suite aux APE avec neutralisation

Année	Scénarii											TOG
2004	BAU											262,5
2009	BAU											307,2
	APE1(%)											0,6
	APE2(%)											0,0
2014	BAU											362,7
	APE1(%)											1,3
	APE2(%)											0,8
2019	BAU											431,5
	APE1(%)											1,6
	APE2(%)											1,4
2024	BAU											515,9
	APE1(%)											1,8
	APE2(%)											1,7
2028	BAU											596
	APE1(%)											2,00
	APE2(%)	1,80	1,69	4,95	1,85	4,39	1,99	2,76	0,34	4,69	3,97	1,88

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

### 3. Impacts sur la croissance

Qu'en est-il des impacts sur la croissance ? Si l'on examine attentivement les résultats du Tableau 27, on constate que la mise en œuvre simultanée d'une libéralisation commerciale progressive avec une neutralisation fiscale des pertes de revenus a des effets bénéfiques pour la croissance. Certes, ces effets ne se font pas sentir immédiatement mais l'accélération de l'investissement que nous avons observé au tableau précédent se traduit par une croissance plus rapide à la fois de la consommation réelle et du PIB réel pendant toute la période. Le gain de croissance n'est pas négligeable car il permettrait une croissance plus élevée qui se situe entre 0,5 et 1 % du PIB selon le pays considéré. Il est aussi croissant dans le temps et dépend en grande partie du timing de la libéralisation. Un démembrement tarifaire plus précoce (APE 1) entraîne des effets plus rapides et plus importants qu'un démembrement plus lent (APE2).

Tableau 27 Effets des APE (avec neutralisation) sur le PIB réel et la Consommation privée des ménages.

An.	Var.	Scénarii											TOG
2004	PIB réel	BAU											1831
	Conso	BAU											1530
2009	PIB réel	BAU											2100
		APE1(%)											0,0
		APE2(%)											0,0
	Conso	BAU											1752
		APE1(%)											0,0
		APE2(%)											0,0
2014	PIB réel	BAU											2389
		APE1(%)											0,1
		APE2(%)											0,0
	Conso	BAU											1985
		APE1(%)											0,0
		APE2(%)											0,0
2019	PIB réel	BAU											2702
		APE1(%)											0,2
		APE2(%)											0,1
	Conso	BAU											2231
		APE1(%)											0,0
		APE2(%)											0,0
2024	PIB réel	BAU											3044
		APE1(%)											0,3
		APE2(%)											0,2
	Conso	BAU											2494
		APE1(%)											0,1
		APE2(%)											0,1
2028	PIB réel	BAU											3354
		APE1(%)											0,4
		APE2(%)											0,3
	Conso,	BAU											2727
		APE1(%)											0,2
		APE2(%)	0,6	0,3	0,9	0,7	1,1	0,6	1,0	0,5	1,1	0,8	0,1

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

On voit donc bien que pour que la libéralisation commerciale soit bénéfique à la croissance, il faut que les gouvernements ne soient pas contraints dans le recours à des ressources financières. Il faut donc trouver des mécanismes qui n'exerceront pas d'effets négatifs sur la consommation et l'investissement. A cet égard force est de noter que le mécanisme que nous avons simulé implique une neutralisation fiscale complète de source étrangère évitant ainsi les effets de contraction que pourrait exercer une hausse de la fiscalité intérieure sur la consommation des ménages et sur l'épargne disponible. On peut donc penser qu'un partage du poids de la neutralisation entre des ressources externes et une ponction fiscale accrue sur l'économie domestique donnerait sans doute des résultats moins positifs que ceux que nous avons mis en évidence.

## 4. Effets sur le commerce bilatéral entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE.

**Tableau 28 Impacts des APE (avec neutralisation) sur les importations en provenance de l'Union Européenne**

Année	Scénarii											TOG
2004	BAU											263
2009	BAU											304
	APE1(%)											5,16
	APE2(%)											-0,02
2014	BAU											349
	APE1(%)											8,82
	APE2(%)											6,60
2019	BAU											400
	APE1(%)											9,82
	APE2(%)											9,73
2024	BAU											457
	APE1(%)											10,89
	APE2(%)											10,81
2028	BAU											509
	APE1(%)											11,86
	APE2(%)	39,05	11,75	56,04	11,49	37,54	23,70	26,42	17,41	23,91	20,55	11,78

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'existence d'une neutralisation financière de source externe pour maintenir l'équilibre des finances publiques va avoir un effet positif simultané sur le solde de la balance des opérations courantes. Étant un apport de ressources provenant de l'étranger cette neutralisation fiscale va permettre le financement d'une partie des importations supplémentaires occasionnées par le désarmement douanier. On peut donc a priori s'attendre que des réductions tarifaires telles que celles proposées dans les scénarios APE 1 et 2 devraient permettre une augmentation plus importante des importations que ce que nous avons observé en l'absence d'un transfert de l'étranger (voir Tableau 11). C'est effectivement ce que nous révèle le Tableau 28 qui montre que les importations sont en général 10 % supérieures dans le scénario avec neutralisation que ce que nous avons obtenu précédemment. A titre d'exemple et en 2028 les importations du Burkina en provenance de l'UE auront augmenté de 56% alors qu'elles s'étaient accrues de 46,3% dans le scénario sans neutralisation. On voit donc bien que l'existence de transferts en provenance de l'étranger permet au Burkina d'augmenter ses importations en provenance de l'UE. De façon réciproque on peut également dire que les pays européens peuvent accroître leurs ventes sur le marché Burkinabé puisque ce pays est en mesure de financer partiellement ses importations accrues grâce aux transferts reçus de l'étranger.

### 5. Les conséquences des APE sur l'intégration commerciale régionale en présence de neutralisation fiscale

Comme nous l'avons déjà discuté plus haut, dans le cas de la Côte d'Ivoire et du Nigeria en particulier (Tableau 12 et Tableau 13) la réduction des tarifs douaniers sur les produits en provenance de l'UE crée des phénomènes de détournement de commerce qui se répercutent négativement sur le commerce intra-régional. Si l'on réexamine cette même question en présence de mécanisme de neutralisation fiscale la réduction du commerce intra-régional est beaucoup moins forte.

**Tableau 29 Impacts des APE (avec neutralisation) sur le commerce intra régional : les importations de la Côte d'Ivoire (BAU : régime de Cotonou)**

Années	Scenarii										TOG
2004	BAU										6
2009	BAU										7
	APE1(%)										-0,72
	APE2(%)										0,17
2014	BAU										8
	APE1(%)										-1,11
	APE2(%)										-0,91
2019	BAU										9
	APE1(%)										-1,24
	APE2(%)										-1,28
2024	BAU										10
	APE1(%)										-1,48
	APE2(%)										-1,5
2028	BAU										11
	APE1(%)										-1,77
	APE2(%)	-2,75	-2,4	0,59	0,06	-1,24	-0,46	-2,6	-1,64	-0,36	-1,74

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Alors que les importations de la Côte d'Ivoire (Tableau 12) en provenance du Nigeria (-4%) du Ghana (-2,63%) du Bénin (-2,74%) se réduisaient substantiellement, on constate maintenant que cette réduction est quasi négligeable pour plusieurs pays à l'horizon 2028. Ainsi la baisse des importations ivoiriennes en provenance de Nigeria n'est plus que de 1,2% et celles en provenance du Ghana augmente même légèrement. Seul le Bénin ne semble pas profiter énormément de la reprise des importations ivoiriennes.

On avait également constaté que si le Nigeria (Tableau 13) décidait un désarmement douanier vis-à-vis de l'UE il n'aiderait pas plus ses partenaires régionaux que la Côte d'Ivoire puisque, à l'horizon de 2028, les importations du Nigeria en provenance du Mali et du Niger se seraient réduites de 8,7% et 5,7 % respectivement et de près de 5 % pour le Mali. Par contre lorsque l'impact fiscal du désarmement tarifaire est entièrement neutralisé par des transferts en provenance de l'étranger la contraction de l'économie qui avait été observée n'existe plus et il

y a même une croissance légèrement supérieure aux scénarios de base. On constate donc le rôle moteur que joue le Nigeria dans l'économie de la région puisque cette reprise de la croissance réduit l'impact négatif sur les importations régionales et contribue même à une croissance des importations en provenance de la zone. Cet impact positif se fait particulièrement sentir pour le Burkina (+3,43 %). Le Mali (+1,33%), le Ghana (+0,96%) et le Bénin. Lorsque l'impact était négatif l'ampleur de la réduction s'est substantiellement réduite. Mali de -8.7% à +1.1 %, le Burkina de -4.09 à + 3,43% et le Niger de -5,71% à -0,28 % à l'horizon 2028 dans le scénario APE 1.

**Tableau 30 Impacts des APE (avec neutralisation) sur le commerce intra régional. Les importations du Nigeria (BAU : Régime de Cotonou)**

Années	Scenarii										TOG
2004	BAU										125
2009	BAU										141
	APE1(%)										-0,38
	APE2(%)										0
2014	BAU										159
	APE1(%)										-1,04
	APE2(%)										-0,27
2019	BAU										180
	APE1(%)										-1
	APE2(%)										-1,02
2024	BAU										206
	APE1(%)										-1,03
	APE2(%)										-1,07
2028	BAU										235
	APE1(%)										-0,75
	APE2(%)	-2,17	0,1	2	-0,62	0,25	-2,16	-0,01	-0,93	-0,29	-1,1

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

#### 6. Effets sur les pays tiers en présence de neutralisation fiscale

Réétudions maintenant les conséquences du désarmement douanier vis-à-vis de l'UE sur les autres partenaires-fournisseurs des pays de la région en présence d'une neutralisation fiscale de ces baisses de droits de douane

Comme dans le Tableau 14 nous avons regroupé les fournisseurs des pays de la région en trois catégories. Nous avons les importations du Bénin, de la Côte d'Ivoire du Nigeria et du Sénégal en provenance des *autres pays d'Afrique* (AAF), des *autres pays développés* (APD) et des *autres pays en développement* (APED). A toute fins pratiques les résultats que nous obtenons sont quasi identiques à ceux obtenus sans neutralisation fiscale. La différence entre les deux bouclages est de l'ordre de 1 point de pourcentage entre les deux scénarios. La seule différence marquée concerne le Nigeria qui réduit beaucoup moins ses importations du Reste du Monde.

**Tableau 31 Impacts des APE sur les importations en provenance du Reste du Monde (BAU : Régime de Cotonou)**

		AAF				APD				APED			
		BEN	COT	NGA	SEN	BEN	COT	NGA	SEN	BEN	COT	NGA	SEN
2004	BAU	47	177	621	154	173	846	7792	460	414	982	10805	666
2009	BAU	55	200	689	173	201	947	8654	517	482	1100	12001	751
	APE1(%)	-3,29	-4,94	-4,11	-9,04	-2,34	-2,82	-3,54	-4,94	-1,6	-2,76	-4,02	-4,32
	APE2(%)	-0,01	0,17	-0,01	-0,03	0	0,1	-0,01	-0,03	-0,01	0,11	-0,01	-0,03
2014	BAU	63	226	765	195	233	1064	9632	580	557	1239	13355	844
	APE1(%)	-6,97	-9,23	-8,89	-16,72	-4,9	-5,15	-7,49	-9,26	-3,61	-5,23	-8,59	-8,47
	APE2(%)	-4,86	-6,73	-5,38	-11,67	-3,36	-3,64	-4,34	-6,48	-2,51	-3,77	-4,95	-6,32
2019	BAU	73	257	860	216	267	1203	10869	644	639	1401	15063	937
	APE1(%)	-8,17	-10,62	-10,05	-18,97	-5,7	-5,87	-8,13	-10,66	-4,44	-6,11	-9,39	-9,92
	APE2(%)	-8,22	-10,61	-10,28	-19,02	-5,73	-5,91	-8,37	-10,66	-4,4	-6,12	-9,62	-9,89
2024	BAU	83	292	987	239	305	1365	12605	711	727	1591	17451	1035
	APE1(%)	-9,29	-11,93	-11,02	-21	-6,43	-6,52	-8,54	-11,94	-5,24	-6,93	-9,91	-11,28
	APE2(%)	-9,32	-11,9	-11,31	-21,03	-6,45	-6,56	-8,84	-11,94	-5,2	-6,94	-10,19	-11,25
2028	BAU	92	326	1142	256	339	1519	14792	762	806	1770	20455	1108
	APE1(%)	-10,3	-13,14	-11,67	-22,74	-7,08	-7,12	-8,53	-13,07	-5,96	-7,72	-10,02	-12,56
	APE2(%)	-10,34	-13,12	-12,26	-22,77	-7,11	-7,15	-9,22	-13,08	-5,94	-7,73	-10,69	-12,54

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

### 7. APE et gains à l'exportation en présence de neutralisation fiscale.

Comme on peut le constater aisément les impacts sont négligeables et ils ne diffèrent quasiment pas de ceux présentés au Tableau 15. L'amélioration de la situation économique provoquée par une neutralisation des impacts fiscaux du démembrement tarifaire n'accroît pas la performance à l'exportation vers l'Europe des pays de la zone

**Tableau 32 Impacts des APE sur les exportations à destination de l'Union Européenne en présence de neutralisation fiscale (BAU = Régime de Cotonou)**

Années	Scenarii											TOG
2004	BAU											120
2009	BAU											143
	APE1(%)											-0,42
	APE2(%)											-0,49
2014	BAU											169
	APE1(%)											-0,4
	APE2(%)											-0,41
2019	BAU											200
	APE1(%)											-0,52
	APE2(%)											-0,42
2024	BAU											235
	APE1(%)											-0,71
	APE2(%)											-0,58
2028	BAU											1757 266
	APE1(%)											-0,68 -0,86
	APE2(%)	-0,03	-0,71	-1,35	0,18	-0,53	-0,8	-0,58	-0,7	-0,18	-0,62	-0,74

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

Qu'en est-il de la performance à l'exportation des pays de la région vers le reste du monde ? Pour le montrer nous avons calculé au Tableau 33, comme nous l'avions fait au Tableau 16, et pour les quatre pays qui contribuent le plus aux exportations vers le reste du monde, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Sénégal leurs performances à l'exportation telles que mesurées par la variation des exportations par rapport au scénario de base.

**Tableau 33 Impacts des APE sur les exportations de certains pays de la région vers le reste du monde avec neutralisation fiscale (BAU= Régime de Cotonou)**

		COT			GHA			APED
<b>2004</b>	<b>BAU</b>							713
<b>2009</b>	BAU							768
	APE1(%)							0,4
	APE2(%)							0,1
<b>2014</b>	BAU							823
	APE1(%)							1,1
	APE2(%)							0,6
<b>2019</b>	BAU							881
	APE1(%)							1,9
	APE2(%)							1,5
<b>2024</b>	BAU							945
	APE1(%)							2,8
	APE2(%)							2,4
<b>2028</b>	BAU							1004
	APE1(%)							3,6
	APE2(%)							3,2
		MAL			SEN			APED
<b>2004</b>	<b>BAU</b>							334
<b>2009</b>	BAU							365
	APE1(%)							1,1
	APE2(%)							0,1
<b>2014</b>	BAU							398
	APE1(%)							2,2
	APE2(%)							1,4
<b>2019</b>	BAU							432
	APE1(%)							2,8
	APE2(%)							2,6
<b>2024</b>	BAU							467
	APE1(%)							3,6
	APE2(%)							3,3
<b>2028</b>	BAU							495
	APE1(%)							4,2
	APE2(%)	3,5	1,6	2,0	9,7	4,2		4,0

Note : Les valeurs pour BAU sont données en millions de dollars courants.

On constate que c'est vers les *autres pays d'Afrique* (AAF) que les principaux exportateurs de la région gagnent des parts de marchés et leur performance est bien meilleure que dans le scénario sans neutralisation fiscale. Le Mali, par exemple, qui voyait sa performance se détériorer au cours du temps dans le scénario sans compensation fiscale est maintenant en

mesure d'accroître assez substantiellement ses exportations vers les Autres pays d'Afrique. En 2028, il passe d'une baisse de ses exportations (-0,4%) à une hausse assez substantielle +4,0%. Il fait de même vis-à-vis des Autres pays développés (de -0,9% à +2,0% Tableau 16) que des Autres pays en Développement (de -0,3% à +2,4%) que ce soit vis-à-vis des Autres pays développés. Les autres pays présentent des évolutions comparables.



## Remarques finales

L'objectif de notre étude n'était pas de faire une analyse complète de tous les scénarios envisageables dans le cadre des négociations entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, ou de couvrir tous les aspects des APE. Notre souci tout au long de ce travail a été d'utiliser les meilleures informations disponibles avec les méthodes scientifiques les plus éprouvées et les mieux reconnues pour mesurer le mieux possible les impacts potentiels sur les économies de la région. Nous voulions essentiellement illustrer quelques unes des possibilités offertes par l'instrument de modélisation que nous avons développé.

Cette première phase avait pour but de développer un modèle régional pour l'Afrique de l'Ouest, centré sur les problématiques commerciales et d'illustrer son fonctionnement à l'aide de scénarios illustratifs virtuels. Il est évident qu'au cours de la phase II du projet de nombreuses analyses devront être faites et un travail important de validation de la base de données ainsi que des hypothèses de bouclage du modèle devront être examinées. Nous sommes toutefois persuadés que des progrès importants ont été réalisés au cours de cette phase de développement du modèle et nous sommes également confiants qu'avec la coopération des équipes locales de modélisateurs et l'appui à la fois des Secrétariats de l'UEMOA et de la CEDEAO et des spécialistes de l'Union Européenne, nous pourrons mettre au point un instrument qui sera utile pour la prise de décision des autorités. La signature et la mise en œuvre d'accord de partenariat demandera dans les années futures d'importants efforts de la part des deux parties et nous croyions que mettre à la disposition des intervenants un instrument leur permettant de mieux évaluer les enjeux en présence et les conséquences possibles de leurs décisions est une tâche noble et nécessaire.